



The 1809 International Research Society Newsletter

A SUMMARY OF TALKS AND ARTICLES

August/
September 2020

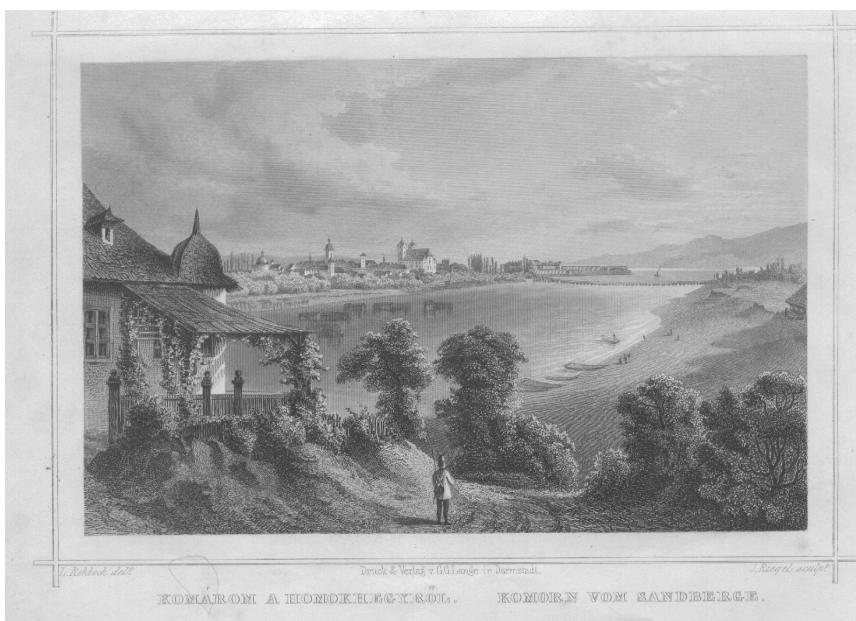
The exchange of Count Metternich with the French First Secretary Claude Dodun.

Ferdi Irmfried Wöber

On the evening of 17 June Colonel Avy, a staff officer, came to Metternich with a message from Marshal Berthier, that he was to go next morning to the place where the exchange was to be made. Metternich left the house next day. He was escorted by the attache of the Parisian Embassy, Prince Paul Esterhazy, Count Mier and the Counsellor of the Legation

Floret. The cortege consisted of five carriages, which were escorted by fifty Jägers. They passed the house of Count Harrach at Bruck to arrive at Altenburg on 19th. Here they got a message from General Paul Davidovich, the commandant of Komorn, that the arrival of the French agent is still uncertain. For that reason they turned back to Vienna on the evening of the same day. On 26 June, Colonel Avy came with news to Metternich again to be on the 28th at Ács, one of the places declared neutral for twentyfour hours. With daybreak on 27th they left Vienna and arrived at Raab early in the morning on the 28th. After some hour's rest they continued to Ács, escorted of fifty dragoons.

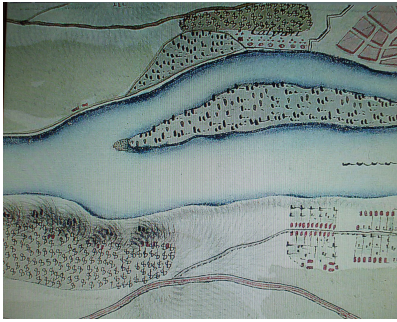
He met General Montbrun, the commander of the outpost of the French army. On the road near Gönyü they came under gun fire from an Austrian battery from the left side of the Danube. The carriages left the main road to go on smaller roads. Nevertheless, two shots hit them, one went through the wheel of Metternich's carriage, the other passed two feet above the roof of it. On 28 June they arrived at the house of Baron Zichy at Ács. The following day the exchange between Dodun and Metternich should happen and Montbrun sent to Komorn for further information. General Davidovich replied that Dodun would not be at the outpost within two or three days. Colonel Avy with the escort went back to Raab



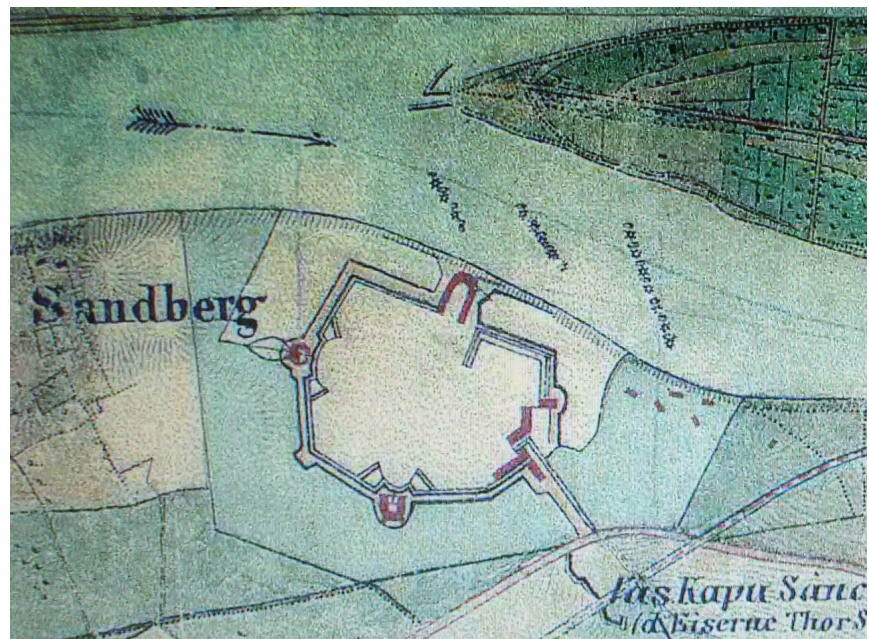
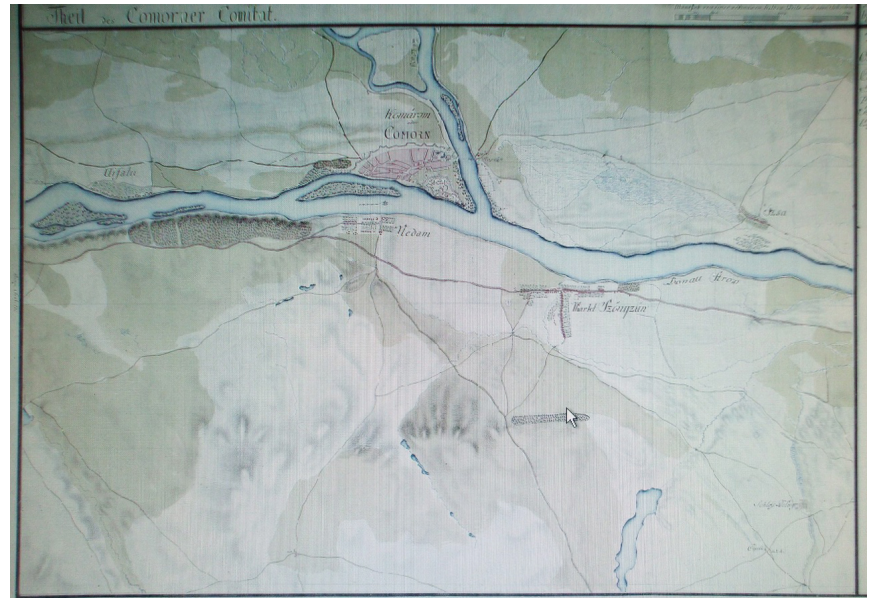
Vineyard before the construction of the Fortress Sandberg and point of exchange.

In this issue

The exchange of Count Metternich.	1
Jérôme et la campagne de 1809.	3
Napoleon's poplar.	7
Französisches Militär und Kaiser Napoleon in Kittsee.	9
An Accumulation of Advantages.	13
„nicht ohne ein glänzendes Vorbild zu geben“ Kärnten 1809.	17
La propagande napoléonienne.	24



on 30th via Böny, to avoid another confrontation with the Austrian battery. On the morning of 1 July Colonel Avy was informed by Prince Eugene Beauharnais, that Dodun had reached Komorn, and would be at Ács by the afternoon at two o'clock. They arrived again at Ács at seven o'clock in the morning, but the house of Baron Zichy, the former headquarter of General Louis-Pierre Montbrun, was empty. Dodun has left the house the evening before. Now an Austrian officer of the staff arrived with an escort, and informed Metternich and Colonel Avy that the exchange should happen on an outpost of Montbrun's cavalry, on the demarcation line. They went to this point just outside Uj-Szőny (today's Komárom) which is appr. 10 kms east of Ács. Now the exchange could go on. Dodun joined the French corps and Metternich the Austrian. Thereafter Metternich met Archduke Joseph at Komorn (today's Komarno) on the left side of the Danube and went back to Ernstbrunn near Vienna to meet Kaiser Franz on 6 July. Dodun went immediately back to Vienna. The exact transfer point of Dodun and Metternich was on the demarcation line in front of Uj-Szőny on the right side of the Danube. This point was described by Viceroy Beauharnais and Baron Louis Lejeune, and was only 2 km outside the town on a hill called Sandberg. Two drawings are now in the hands of the Jokái Mor library in Komárom which show the existence of this vineyard before the building of the Fortress Sandberg and the second during the construction.



The military measurement 026 01D 1782-1785 (Comorra Col. X. Sect. 15) is shown on page 1. See also „Komárom látképe a homokhegyről - L. Rohbock)” on the series Hunfalvy János, Rohbock Lajos: Magyarország és Erdély eredeti képekben 1-3 kötet (Darmstadt) 1858-60. The Sandberg Fortress was expanded during the reign of Emperor Franz. Workers had to remove 10.000 square meters of earth, which was subsequently applied on the roofs of the buildings. 3000 stonemasons were employed in the construction.

Castle of Baron Zichy in Ács.

Maps without the Fortress Sandberg above and with the Fortress below.

Today there is nothing left of the vineyard and the hill as well. The fortification was only half the size at that time. Now one can see the fortification in the finished size and is open for visitors. ■



Jérôme et la campagne de 1809.

Jacques-Olivier Boudon

Jérôme, dernier frère de Napoléon, est roi de Westphalie depuis à peine deux ans quand débute la campagne d'Autriche. Agé de 25 ans, il a une double expérience militaire, amorcée dans la marine, poursuivie sur terre à l'occasion de la campagne de 1806-1807 ; Napoléon l'avait alors chargé de la conquête de la Silésie, objectif atteint au terme d'une série de longs sièges. Il eut aussi, à partir de 1807, à commander l'armée de Westphalie, constituée en fonction des demandes de Napoléon. C'est fort de cette expérience, modeste, mais réelle, qu'il se voit confier un rôle défensif dans la campagne de 1809, avec le commandement du 10^e corps.

Jérôme à la tête du 10^e corps

Les troupes qui protègent le nord de l'Allemagne sont organisées selon trois ensemble. Une partie est réunie au sein du 10^e corps placé sous les ordres du roi Jérôme depuis le mois d'avril. Il comprend environ 20 000 hommes, effectif incluant sa propre armée (12500 soldats), les troupes hollandaises commandées par le général Gratien, ainsi que les garnisons des places fortes de Stettin et Custrin. Avec cette force, Jérôme a ordre de maintenir la tranquillité depuis Hambourg jusqu'au Main.

Un second ensemble est formé par corps commandé par le duc de Valmy, dit Corps d'observation de l'Elbe ; stationné à Hanau, il comprend 18 000 hommes, mais il échappe à la tutelle de Jérôme. Le duc de Valmy a reçu l'instruction de ne répondre qu'aux ordres de Napoléon. « Le corps de Hanau n'est pas sous vos ordres, et le duc de Valmy ne peut en détacher un seul homme sans mon ordre », écrit Napoléon à Jérôme. Il pourrait toutefois, en vertu des recommandations adressées à



Jérôme Bonaparte, roi de Westphalie (1784-1860), 1809, François-Joseph Kinson, Musée de l'Armée, Hôtel National des Invalides, Paris, France

Jérôme en avril s'adjoindre au 10^e corps. Enfin le roi de Saxe a à sa disposition une troupe d'environ 3000 hommes, commandée par le colonel Thielmann, auxquels Jérôme pouvait avoir également recours. Le roi de Westphalie, même s'il n'a pas autorité immédiate sur toutes les troupes stationnées dans la partie septentrionale de l'Allemagne, peut en devenir l'élément fédérateur en cas de difficulté. Tel est donc l'état des forces lorsque s'ouvre un nouveau front dans la campagne de 1809. Les Autrichiens ont en effet décidé de s'appuyer sur leur

position stratégique en Bohême pour attaquer l'Allemagne du nord avec le concours de princes déchus de cette région, en l'occurrence le duc de Brunswick et l'électeur de Hesse, dépossédés au profit du roi de Westphalie. Guillaume-Frédéric de Brunswick-Oëls, né en 1771, dernier fils du duc de Brunswick, avait refusé de reconnaître l'incorporation du duché dans le Royaume de Westphalie. Il profite de la campagne de 1809 pour tenter de reprendre son fief. Il a pour ce faire obtenu l'accord de l'Autriche qui l'a autorisé à armer, à ses frais, un corps de



Napoleon & Empire

2000 hommes. Il les recrute, à partir du mois d'avril, en Bohême, mais aussi en Silésie, bien que le roi de Prusse s'y soit opposé. Cette légion, composée de 1200 fantassins et 500 cavaliers, arbore des uniformes noirs, d'où son nom de « légion noire ». De son côté, le duc de Hesse avait également levé une légion de 650 hommes (500 fantassins, et 150 cavaliers). Le 17 mai, la légion du duc de Brunswick pénètre en territoire saxon, provoquant l'émoi chez le roi qui s'affole, croit qu'il s'agit de Prussiens et demande aide et assistance à Napoléon, mais aussi à son voisin, le roi de Westphalie. Parallèlement un corps autrichien, commandé par le général Am-Ende, composé de deux bataillons, se dirige également vers la Saxe. Les deux corps font leur jonction, le 10 juin, à Dippoldiswalde. Le lendemain ils occupent Dresde sans combat, le colonel Thielmann ayant préféré se replier sur Leipzig, devant la disproportion des forces. Le duc de Brunswick lance alors une proclamation aux habitants de son duché, appelant à combattre pour la liberté et invitant ses compatriotes à avoir recours à la petite guerre. « Vous pouvez intercepter les communications de l'ennemi,

enlever ses courriers, ses recrues, ses magasins, son artillerie, en un mot, prendre ou détruire tout ce qui lui appartient ». Les autrichiens poursuivent leur progression en direction de Leipzig et bousculent Thielmann qui se retire à nouveau. Les forces combinées du duc de Brunswick et du général Am-End se portent alors vers la Saale, quand elles ont connaissance de l'arrivée des troupes de Jérôme. Le roi de Westphalie a en

effet appris le 15 juin l'entrée des autrichiens à Dresde et décidé aussitôt de se porter à leur rencontre. Il fait partir sa garde en direction de Sondershausen et donne des ordres au général d'Albignac et au général Gratien de le rejoindre. Jérôme lui-même se met en route le 18 juin. « Le 21, tout ce que j'avais pu rassembler de troupes, montant à onze mille hommes, était réuni », écrit-il dans un rapport adressé à Napoléon. Le 22, le général d'Albignac est sur la Saale bloquant l'avancée des troupes ennemies. Trois jours plus tard, il les contraint à abandonner Leipzig. Jérôme y entre pour sa part le lendemain. Le 27 le général d'Albignac livre bataille près de Wadheim, emportant la victoire. Le 30, l'armée de Westphalie est à Dresde, Jérôme faisant son entrée le 1er juillet à 9 heures du matin. Mais il ne s'attarde pas en Saxe, prétextant l'état de son royaume pour y retourner : « les troubles toujours renaissants de mon royaume et le mauvais état de mes finances m'y rappellent ». A cette date pourtant l'armée ennemie n'est pas encore défaite. Elle s'est divisée en deux groupes, l'un se dirigeant vers

Freyberg, l'autre, commandé par le duc de Brunswick, prenant une route plus au sud, en direction de la Franconie, par Hof, avec la possibilité de repasser à tout moment, en cas de menace, en Bohême. Ce changement de direction s'explique assez aisément par le fait qu'au moment où le duc de Brunswick et le général Am-End entraient en Saxe, un autre corps autrichien, commandée par le général Radiowitz, et fort de 8000 hommes, pénétrait en Haute-Franconie et occupait Bayreuth, menaçant la route allant de Mayence à Ratisbonne et partant la ligne d'opérations des Français. Le 26 juin, le corps de Radiowitz est en effet à Nuremberg. Le lendemain, Napoléon se décide à réagir, en appelant le général Junot, autrement dit le duc d'Abrantès, à la tête de la Réserve de l'armée d'Allemagne, essentiellement composée des forces jusqu'alors commandées par le duc de Valmy, mais sans que soit clairement établi l'état de ses relations avec le 10^e corps. D'emblée, Junot propose à Jérôme une combinaison de leurs efforts. Il annonce son intention de se porter sur Bayreuth. « Le but principal de mon mouvement est d'empêcher ce corps d'interrompre les communications de la Grande Armée », écrit-il au roi de Westphalie, en exposant son plan pour vaincre les Autrichiens. De son côté, Jérôme qui avait annoncé son retour dans son royaume, poursuit sa marche contre les Autrichiens et se présente devant Chemnitz le 6 juillet. Il est à Hof, où il espère retrouver Junot, le 10 juillet. Mais le duc d'Abrantès a été contraint, par manque de troupes, à revoir ses objectifs, laissant Jérôme avec son corps de 11 000 hommes seul face aux 20 à 25 000 Autrichiens. Jérôme décide donc le 12 de se retirer en direction de Schleitz. Il y apprend le lendemain la nouvelle de la victoire de Wagram et décide de poursuivre sa route en direction du nord, pour retrouver ses États au plus vite. Le 16 il couche à Weimar où le duc donne une

grande réception en son honneur. Le 17 il est à Erfurt, préoccupé par les nouvelles qu'il a reçues sur la menace d'un débarquement anglais. Le danger autrichien lui paraissant écarté par la signature de l'armistice de Znaïm, il prend la décision de ramener le gros de ses troupes en Westphalie pour pouvoir contrer une éventuelle attaque anglaise, se contentant de renvoyer les soldats de Thielmann à Dresde et de laisser Gratien à Erfurt. Le 20, il est à Cassel d'où il dirige un corps de 5000 hommes, confié au général Reubel, vers le Hanovre.

La dérobade de Jérôme

En fait, en la circonstance, Jérôme a agi selon son bon vouloir, sans se préoccuper des ordres reçus. Le 28 juin, Berthier lui avait en effet donné l'ordre de passer en Bohême avec le 10^e corps. Le 4 juillet, Napoléon lui rappelle qu'il lui a déjà demandé d'entrer en Bohême, avec 3000 Saxons, 12 000 hommes de ses troupes et 8000 soldats du duc d'Abrantès. Certes, il lui recommande d'attendre l'issue de la bataille de Wagram, mais son intention est bien de le voir se porter sur Prague, où il pourrait être rejoint par les Bava-rois du duc de Dantzig, ce qui porterait son armée à 50 000 hommes. Et Napoléon ajoute : « Je pense que le bon moyen de réprimer les désordres chez vous, c'est d'entrer en pays ennemi », répondant ainsi à Jérôme qui avait justifié son retour par les menaces d'insurrection pesant sur son royaume. Dix jours plus tard, alors que l'armistice de Znaïm vient d'être signé, Napoléon demande à Jérôme de se concentrer à Dresde avec son corps d'armée et de se tenir prêt à passer en Bohême si les négociations de paix n'aboutissaient pas. « Surtout ne quittez pas Dresde ; reportez-y votre quartier général ». Or au même moment, le roi de Westphalie a décidé de rentrer dans ses Etats. Certes, comme toute correspondance, elle parvient avec un certain retard. Les événements ont

évolué. Mais force est de constater qu'à aucun moment, Jérôme n'a sérieusement envisagé de pénétrer en Bohême ou même seulement d'en assurer la couverture, en restant en Saxe. Son action militaire est essentiellement guidée par le souci de protéger son royaume, mais nullement par l'intérêt général de la Grande Armée.

C'est ce refus d'obéissance qui irrite particulièrement Napoléon qui, en deux lettres particulièrement senties – que la commission de correspondance du Second Empire ne publie du reste pas –, remet son jeune frère à sa place, en le tançant vertement. « Vous faites la guerre comme un satrape, lui écrit-il le 17 juillet. Est-ce de moi, bon Dieu ! que vous avez appris cela ? De moi qui, avec une armée de 200 000 hommes, suis à la tête de mes tirailleurs, ne permettant pas même à Champaign de me suivre et le laissant à Munich ou à Vienne ? », allusion directe au fait que Jérôme s'est fait accompagner non seulement de son ministre des relations extérieures, mais aussi de l'ensemble du corps diplomatique en poste à Cassel.

Finalement Napoléon lui reproche de ne pas être un chef de guerre. « Qu'est-il arrivé ? Qu'on est mécontent de vous, que Kienmayer, avec 12 000 hommes, s'est moqué de vous, de vos ridicules prétentions, vous a dérobé ses mouvements et est allé tomber sur Junot. Cela ne fût pas arrivé, si vous aviez été à votre avant-garde et si vous aviez de là dirigé votre armée. Vous auriez connu son mouvement ; vous l'auriez poursuivi, soit en entrant en Bohême, soit en le suivant en queue ». Et, se moquant de ses manières, Napoléon assène : « Cessez d'être ridicule ; renvoyez le corps diplomatique à Cassel ; n'ayez aucuns bagages, aucun train ; n'ayez pas d'autre table que la vôtre. Faites la guerre comme un jeune soldat qui a besoin de gloire et de réputation, et tâchez de mériter le rang où vous êtes arrivé, l'estime de la France et de l'Europe qui vous

regardent, et, pardieu ! ayez assez d'esprit pour écrire et parler convenablement ! ». La semonce est sévère. Mais Jérôme n'est pas au bout de ses peines. Quelques jours plus tard, il reçoit en effet une nouvelle missive de Napoléon qui mérite d'être longuement citée tant elle comprend une critique en règle de l'attitude militaire de Jérôme, dans le présent comme dans le passé. « Vous avez commandé un vaisseau de guerre ; vous avez abandonné la mer et votre amiral sans ordres ; vous avez fait des suppositions, sans que moi ou mon ministre en ayons été dupes. Mais un vaisseau était peu de chose, et j'ai voulu ignorer ce fait. Je vois que vous persistez dans le même système ; vous croyez faire prendre le change, vous ne trompez personne. Vous avez été constamment dans cette campagne où l'ennemi n'était pas. Vous dites que la retraite du duc d'Abrantès sur le Danube vous a forcé à prendre position à Schleitz et à quitter l'offensive ; la retraite du duc d'Abrantès a été occasionnée par vos ridicules manœuvres. Si, comme je vous l'avais ordonné, vous vous étiez porté sur votre droite pour vous réunir au duc d'Abrantès ; si, après avoir chassé l'ennemi de Bayreuth, vous eussiez marché sur Dresde, cela ne fût pas arrivé. Si, au lieu de rester trois ou quatre jours dans le même endroit, au lieu d'être plus lent et plus irrésolu que les Autrichiens eux-mêmes, vous eussiez marché avec la vivacité et l'ardeur qui conviennent à votre âge, l'ennemi ne vous eût pas masqué et dérobé ses mouvements. Voilà pour la première observation ; voici pour la seconde. Vous étiez à Schleitz, lorsque vous avez appris la nouvelle de mes grandes victoires, et vous ajoutez que, dès lors, vous n'aviez pas à craindre que l'ennemi vous attaquât. Mais vous deviez craindre qu'il n'attaquât Junot, vous deviez craindre qu'il ne tombât sur moi ; et 25 000 hommes de plus ou de moins dans une bataille sont-ils de peu d'importance ? Vous aviez à craindre que ce corps ne réoccupât Dresde ; au

lieu de cela, vous dissolvez votre corps , et vous vous contentez de déclarer que le corps de Kienmayer est dissous ; enfin vous vous sauvez honteusement, et vous déshonorez vos armes et votre jeune réputation.. (...)

Je suis fâché pour vous que vous montriez dans la guerre aussi peu de talent et même de bon sens. Il y a loin du métier de soldat au métier de courtisan. J'avais à peine votre âge que j'avais conquis toute l'Italie et battu des armées autrichiennes trois fois plus nombreuses que moi. Mais je n'avais pas de flatteurs, pas de corps diplomatique à ma suite ; je faisais la guerre en soldat ; on ne la fait point différemment. Je ne me prétendais ni frère de l'Empereur, ni roi ; je faisais tout ce qu'il fallait pour battre l'ennemi. (...)

Quant à l'avenir, je ne veux point vous déshonorer en vous ôtant le commandement ; mais je ne veux pas non plus, par de sottes condescendances de famille, exposer la gloire de mes armes. Un vaisseau de plus ou de moins était peu de chose ; 20 000 hommes plus ou moins bien employés peuvent changer le destin de l'Europe. Si donc vous voulez continuer comme vous avez commencé, à être entouré par des hommes qui n'ont pas fait la guerre, comme les d'Albignac, les Reubell, les Fürstenstein, n'avoir aucun homme de conseil, faire des romans, ne pas exécuter mes ordres, vous pouvez rester dans votre sérail.

Sachez bien que, soldat, je n'ai point de frère et que vous ne me cacherez pas les vrais motifs de votre conduite sous des prétextes frivoles et ridicules. Pour ne point vous exposer à de pareils résultats, je verrai avec plaisir que vous fassiez passer vos troupes sous le commandement du duc d'Abrantès. Vous êtes un jeune homme gâté, quoique plein de belles qualités naturelles ; je crains fort qu'il n'y ait rien à attendre de vous».

Quelle charge ! Elle exprime autant le mécontentement, pour ne pas dire la colère de Napoléon à l'égard de son frère, en même temps qu'une très grande déception,



celle d'un grand frère, presque un père, qui s'aperçoit que son protégé ne lui ressemble pas, qu'il ne réagit pas comme lui. Jérôme n'en a cependant pas fini avec la guerre. En effet, si le général Kienmayer fait repasser ses troupes en Bohême, à l'issue du délai prévu par l'armistice de Znaïm, le duc de Brunswick continue pour sa part le combat, avec l'espoir de soulever ses Etats. Le 25 juillet, la légion noire est à Leipzig. A l'annonce de son arrivée, les troupes du général Gratien, alors à Erfurt, et celle du colonel Thielmann à Dresde, se mettent en route pour aller intercepter le duc de Brunswick. Mais ce dernier poursuit sa route. Le 29 il est devant Halberstadt où il surprend le comte de Vellingeroode, venu prendre position sur place avec le 5^e régiment

de ligne. La ville est canonnée par l'artillerie du duc et conquise, non sans une résistance de quelques heures de la part de la population. Vellingeroode est blessé et fait prisonnier en même temps que tous ses officiers. Trois cents Westphaliens de son régiment acceptent de passer dans la légion du duc de Brunswick. Ce dernier poursuit sa route et arrive à Brunswick le 31 juillet. L'accueil qui lui est réservé manque toutefois d'enthousiasme. Venu du Hanovre, où il avait été envoyé pour contrer une éventuelle offensive anglaise, le général Reubel, à la tête de 3000 hommes, a fait mouvement vers Brunswick et arrive aux abords de la ville au matin du 1^{er} août. Sans attendre, le duc s'est porté à sa rencontre et tend une embuscade aux troupes de Reubel

qui sont contraintes de se retirer. Il parvient toutefois à rejoindre Gratien et Thielmann à Wolfenbüttel. Les troupes westphaliennes comptent désormais près de 10 000 hommes face aux 2500 soldats de Brunswick. Sans espoir d'un quelconque débarquement anglais, le duc décide de gagner l'embouchure de la Weser pour embarquer ses hommes. Malgré la menace des Westphaliens, il parvient sans encombres au port de Elsfléth d'où il peut faire partir ses troupes et ses prisonniers, parmi lesquels Meyronnet, grand maréchal du palais. Ils passent ensuite à Heligoland avant d'être envoyés à Guernesey. Le duc de Brunswick est pour sa part accueilli en Angleterre. Il meurt en juin 1815 à la bataille des Quatre-Bras. Les Anglais restèrent donc attentifs à tout ce qui déroulait dans le nord de l'Allemagne. Pourtant ce n'est pas dans cette région qu'ils avaient l'intention de débarquer, mais à Walcheren où ils provoquent la surprise en débarquant le 29 juillet, menaçant Anvers et indirectement Paris. Quant au général Reubel, il avait promis à ses hommes de les laisser piller Brunswick. Y ayant finalement renoncé, il ne trouva rien de mieux que de demander une compensation financière pour lui-même et ses hommes à Jérôme. C'en est trop pour le roi qui, après les nombreuses réprimandes reçues de la part son frère, se décide à destituer Reubel le 5 août, considérant qu'il a « oublié tous ses devoirs de général et de citoyen, déshonoré nos armes par la supposition que nos troupes pouvaient avoir besoin d'être encouragées par l'appât de piller leurs concitoyens, et exposé enfin une de nos principales villes, qu'il avait ordre de protéger et qui s'est bien conduite, à un traitement que l'ennemi lui-même ne lui avait pas fait éprouver ». Reubell repart aux Etats-Unis avec sa femme américaine. Il ne rentre en France qu'en 1818 pour reprendre du service dans l'armée de Louis XVIII. En réagissant ainsi, Jérôme reprend les choses en

main et rétablit l'ordre dans son pays, après plusieurs mois particulièrement troublés. Sa femme rentre elle-même au mois d'août. Mais il a perdu le commandement du 10^e corps d'armée, attribué à Junot le 13 août. Il ne conserve donc que le commandement des seules troupes westphaliennes, ce qui accroît son dépit. Il lui faut donc regagner la confiance de Napoléon, en particulier parce qu'il souhaite obtenir une remise de sommes dues chaque année à la France. En octobre, il dresse un tableau sombre de l'état de son royaume. « La misère est portée à un tel point dans le royaume (personne ne pouvant être payé), que si Votre Majesté ne vient à son secours, il ne peut aller encore deux mois, comme j'ai déjà eu l'honneur de l'annoncer à Votre Majesté. Les troupes ne sont plus entièrement soldées, et si je n'avais eu la faculté de les mettre dans les villes hanséatiques et dans le Hanovre, je serais hors d'état de les nourrir ». Le constat est amer, après à peine deux ans de gouvernement et l'on sent chez Jérôme un dépit certain. « Malgré tous les soins que je porte à mon administration, je vois qu'il est impossible de la soutenir plus longtemps, et je prie Votre Majesté de me permettre de me retirer en France ». Mais aussitôt, il se reprend, assure son frère de sa soumission. « Tout m'impose l'obligation d'être, jusqu'au dernier souffle de ma vie, lié à votre système politique, à celui que vous avez créé pour votre famille et pour la France ». Mais il revendique une certaine indépendance dans la gestion intérieure de son pays. De son côté, Beugnot considère que les épreuves subies par le royaume peuvent contribuer à lui donner une assise. « Je dois des remerciements à Votre Excellence, écrit-il à Reinhard, pour l'obligeante bonté qu'elle a eue de me donner des nouvelles de l'état de la Westphalie à une époque où il était un sujet d'inquiétude ; il faut espérer que cette épreuve aura contribué à affermir

cet Etat nouveau et que la paix qui se prépare lui donnera des bases inébranlables ». L'annonce de la signature de la paix de Vienne le 14 octobre 1809 laisse penser à Jérôme qu'il pourra mieux attendre son frère maintenant qu'il en a fini avec la guerre. Il sollicite donc l'autorisation de venir le voir à Paris, ce à quoi Napoléon consent. Le roi de Westphalie prend donc la route de la capitale de l'Empire le 1^{er} novembre 1809. La reine l'y rejoindra quelques jours plus tard. Les relations entre les deux frères s'améliorent, mais l'affaire de 1809 annonce la défection de Jérôme en 1812 et contribue à forger chez Napoléon l'idée que le système dynastique qu'il a mis en place, en s'appuyant sur ses frères, souffre de quelques défauts. ■

Napoleon's poplar in Bratislava.

Matej Čapo

At the beginning of the 19th century, Europe was marked by the Napoleonic Wars, which also affected the territory of present-day Slovakia. In 1809, the right bank of the Danube in Pressburg (today's Bratislava) became a secondary battlefield during the War of the Fifth Coalition. Defenders of Pressburg successfully withstood the efforts of the Grande Armée to conquer the city for a month and a half. However, Napoleon's victories at Deutsch-Wagram and Znaim (today's Znojmo) decided upon the fate of the city. Based on the Armistice of Znaim, Pressburg became a part of the French demarcation line until the conclusion of the peace treaty. Due to lengthy peace negotiations, the occupation of the city lasted four months. The unwillingness of the Austrian side to accept the uncompromising French demands and concerns about new war conflicts made Napoleon inspect the occupied Hungarian territory. As part of his



Ivan Žabota – *Napoleon on the Petržalka's bank of the Danube*. [Ján Čomaj, *Petržalka – Engerau – Ligetfalu* (Bratislava: Albert Marenčin – Vydavateľstvo PT, 2008), 125.]



Napoleon's poplar. [Ján Čomaj, *Petržalka – Engerau – Ligetfalu* (Bratislava: Albert Marenčin – Vydavateľstvo PT, 2008), 12.]



Napoleon's poplar captured on old postcard [author's collection].

journey to Raab (today's Győr), Napoleon visited Pressburg on 31 August 1809 by crossing the Danube's bank on the present-day Petržalka's side. He inspected the Castle and the camp of the allied Saxon troops. After taking a short rest at the foot of the hill called Eselberg (today's Somársky vrch), he returned to the right bank of the Danube. According to the legend, he was supposed to stop here for a while and observe the city from under the crown of a large poplar. The tree, which stood in today's Tyršovo nábrežie (Tyršovo embankment) near the quay of the former Propeler ship, later became known as the Napoleon's poplar. The tree must have been rather old already in 1809, which is evidenced by the fact that in the 1920s, the trunk had a diameter of about 2.5 mts. The circumference of the trunk must have been approximately 7.8 meters. According to the *Preßburger Zeitung* newspaper from 1927, the state of health of the poplar, which had been damaged by many storms, was poor. According to Klima, the chief city gardener, the lifetime of the hollow tree could have been extended by sealing it. However, there was a lack of financial resources. A sum of 7,000 Kčs was needed, and which was eventually obtained in 1928. The Monuments Board made a contribution of 1,000 Kčs. The poplar's trunk was reinforced with an iron hoop from the outside. Bohuslav Chňoupek recorded an interesting memory of the Napoleon's poplar in his book, but he mistakenly described it as an oak tree: *"We spent our childhood playing under the tree, teasing each other in its shadow and placing bets on how many of us, eight or ten, could hug it. That's why I knew every wrinkle in its old bark, every screw in the iron hoop that tightened it, even the cement patches that filled its hollow inside. [...] It is not known whether he [Napoleon – author's note] remarked something under the oak during his memorable visit. Over the years, a legend*

spread around this period, according to which he not only delivered a speech here, but also promoted officers, and people would go as far as to assume that he also had breakfast in the grass.

Every citizen was familiar with the Napoleon's oak. The tree was so famous that lovers met under it, mothers brought their children there and teachers their pupils. Even Hitler looked at Bratislava from under the branches of the Napoleon's oak in the corresponding pose with binoculars in front of his eyes, as evidenced by the pictures taken at that time, when he visited the occupied right bank after the Munich agreement. Our French professor also knew this historical tree. [...] I recall with deep emotion how passionately he verified his pedagogical talent on us under the crown of this unique botanical specimen ..."

In 1935, a report was published in the press that the Napoleon's poplar was uprooted. Despite the efforts to save it, the tree gradually rotted away. As can be proved by a photograph from the private collection of Anton Šmotlák Jr., only the torso of the tree stood on its original location in July 1955. In 1958, in the "Critical Camera" section of the *Večerník* newspaper, a question was asked as to how long the Petržalka's bank would have to tolerate the cement filling and the iron hoop of the former Napoleon's poplar. Shortly afterwards, another report was published in the same newspapers in the "Echoes" section that an improvement was made in this matter, when on 17 June 1958, the cement filling and the iron hoop were definitively removed as part of the "Z" action. In this context, it can be stated that it is possible to find incorrect information in the literature that the removal took place in the 1960s or even 1970s.

In 2017, the Napoleon's oak was symbolically planted in Tyršovo nábrežie, but not on its original location.

Französisches Militär und Kaiser Napoleon in der Marktgemeinde Kittsee 1809.

Hermann Klezath

Zahlreiche Feldzüge des französischen Feldherrn Napoleon Bonaparte in Europa führten nach dem „Vierten Koalitionskrieg“ unter Federführung des inzwischen französischen Kaisers Napoleon I. am 12. Juli 1806 zur Bildung des Rheinbundes. Sechzehn deutsche Fürsten traten aus dem Verband des Römisch Deutschen Reiches aus und anerkannten die französische Oberherrschaft. Das Heilige Römische Reich Deutscher Nation war damit beendet und am 6. August 1806 legte Kaiser Franz II. die Krone des Heiligen Römischen Reiches nieder. Da die Habsburger den Franzosen nicht trauten, rüsteten sie das österreichische Heer auf und restaurierten die einst von Prinz Eugen errichtete „Alte Schanze“ zur Verteidigung der niederösterreichischen Grenze von der Donau bis Parndorf. Mit dem Ziel, Napoleon in Europa endgültig in Grenzen zu weisen, erklärte die Konferenz österreichischer Staatsmänner und der Außenminister Wenzel Lothar Metternich Frankreich am 9. April 1809 den Krieg. Die größte jemals aufgestellte österreichische Armee sollte Napoleon zum Rückzug aus Deutschland zwingen und seine Expansion in Zentraleuropa sowie in Südbayern, Italien und Tirol beenden. Während französische Truppen entlang der Donau von Regensburg über Oberösterreich bis zur Linie Hainburg-Neusiedler See vordrangen, lagerten die von Erzherzog Johann angeführten österreichischen Truppen am linken Donauufer bei Preßburg. Die Franzosen rechneten mit einem Übersetzen der erzherzoglichen Armee bei Preßburg, um nach

Wien zu gelangen. Am 12. Mai tagte eine Grenzkommision des Komitats Wieselburg im Markt Kittsee. Ein Kundschafter berichtete, daß eine feindliche Kavallerie mit 250 bis 300 Mann in Regelsbrunn eingerückt war. Da die Reiterei friedfertig gen Osten zog, nahm man an, daß die Truppen weiter in das Königreich Ungarn und als erstes in die Grundherrschaft Kittsee vordringen würden. Vorsorglich erbat der Kittseer Verwalter Morenich von der Domänenverwaltung Instruktionen über zu treffende Vorkehrungen. Mit einem Manifest vom 15. Mai forderte Napoleon Ungarn vergebens zur Proklamation der nationalen Unabhängigkeit auf sich von der Habsburger Monarchie zu trennen. Der ungarische Landtag hingegen unterstützte die Politik des Wiener Hofes und stellte den Ungarn ein Rekrutenkontingent. Vereinzelt vorgeschobene und zwischen Preßburg und dem Neusiedler See herum streifende kleinere französische Kommandos ließen die Zivilbevölkerung unbehelligt und wichen feindlichen Berührungen weitgehend aus. Da die französischen Militärs den Übertritt der österreichischen Truppen bei Preßburg für denkbar hielten, stießen französische Vortruppen zum Markt Kittsee vor. Am 17. Mai marschierte die französische 4. Kompanie des ersten Bataillons des Davoustischen Armee Corps frühmorgens in Kittsee ein. Ein Major annektierte das Schloß und andere herrschaftliche Gebäude als Quartiere für die Offiziere. Die in der Schloßallee kampierenden gemeinen Soldaten waren sehr vermessen und forderten vom Verwalter sogar Leinenwäsche. Danach lag den Franzosen daran, die Straßen und Wege bei Berg sowie die Landstraße von Wien nach Preßburg weiträumig unter Kontrolle zu halten. Dabei spielte das Kittseer Schloß eine strategische Rolle. Nach der am 21. und 22. Mai im Marchfeld verlorenen Schlacht gegen Erzherzog Karl, führte Marschall Davoust am 28. Mai 14.000 Mann Kavallerie und

Infanterie der napoleonischen Division Lassalle entlang der Donau über Hainburg und Kittsee nach Engerau. Dort stießen sie bei der Schanze auf die Bataillone der Infanterieregimenter Gyulai und Ducca sowie niederösterreichische Landwehr. Gegen Abend kam es zu lebhaftem Kartätschenfeuer. Nachdem einige französische Soldaten getötet und etwa 100 verletzt waren, darunter vier Offiziere, zogen sich die Franzosen nach Wolfsthal zurück. Am 2. Juni zog französische Infanterie in drei Kolonnen über Berg auf der Kittseer Allee gegen Engerau. Es folgten heftige Gefechte. Obwohl Engerau in Brand geriet, kam es am folgenden Tag zu weiteren Kämpfen an der Schanze. Gleichzeitig attackierten französische Truppen Preßburg mit Bomben. Ein schwer verwundeter österreichischer Obrist, der lediglich ein langes blutiges Hemd am Leibe trug, wurde im Kittseer Schloß eingeliefert. Nach medizinischer Versorgung erhielt er drei Leinenhemden. Darüber hinaus schneiderte die Kittseer Jüdin Sara Schlesinger für 72 fl 20 kr zehn Hemden. Um die Straßen von Wien nach Preßburg weiträumig unter Kontrolle zu halten, besetzten französische Truppen vom 2. bis zum 8. Juni Wieselburg, Ödenburg, Güns und Steinamanger. Nach einem Gefecht bei Körmend zwischen kampferprobten Franzosen unter Eugen Beauharnais und notdürftig ausgebildeten ungarisch-österreichischen Truppen unter Erzherzog Johann, überschritt Napoleon mit seinem Hauptheer die Donau. Am Abend des 3. Juni schlugen der Platzkommandant General Lahsal und ein hessischer Hauptmann der französischen 4. Kompanie des ersten Bataillons des Davoustischen Armee Corps mit Gefolge ihr Lager im Kittseer Schloß auf. Mit seinen Untergebenen genoß der General die Weinvorräte in vollen Zügen und ließ vor seinem Abzug auch Wein in sein neues Domizil in Wolfsthal transportieren. Das bei Bauern

einquartierte Fußvolk behandelten die Hauswirte äußerst schroff und ungestüm. Sie verlangten von Ihnen verköstigt zu werden und mindestens jeden zweiten Tag eine Fleischmahlzeit. Unzucht mit Bediensteten war an der Tagesordnung. Während sich die Kavallerie gegenüber der Bevölkerung nachsichtig verhielt, setzte mit der nachfolgenden französischen Infanterie im Markt Kittsee eine Zeit voller Pein und Entbehrungen für die Untertanen ein. Viehdiebstähle, Plünderungen und Schikanen waren an der Tagesordnung. Während die Marktgemeinde die Heerführer und die französischen und italienischen Soldaten des Davoustischen Armeekorps beköstigte, lieferten Bauern zwangsweise Brotgetreide, Hafer und Heu nach Wien. Da sie keine geeigneten Fuhrwerke besaßen, mieteten sie Lastwägen samt Fuhrleuten auf Kosten der Gemeindekasse. Bereits am 9. Juni hatten französische Soldaten etwa 170 Schafe und Lämmer sowie das gesamte Schweizelei- und Kleinvieh nebst einer Partie Ochsen von den Weiden getrieben und getötet. Den Verwalter Morenich und den Fiscal forderten sie auf, weitere Lebensmittel zu beschaffen. Zum Leidwesen des Zieglers funktionierten die Besatzer die Ziegelöfen um zu einer Feldbäckerei. Ihre Pferde stellten die Franzosen auf der Schloßallee ab und ließen sie auf dem angrenzenden Gerstenfeld weiden. Täglich kam es zu Gewalttätigkeiten. Besonders bösartig war der im Naszvádyschen Haus einquartierte Dragonerkapitän Levrie, der dem Dreißiger 700 Gulden abnahm. Als der Kapitän eines Tages von Raab zurückkam, stellte er seine Pferde, mangels einer Scheune, in einem Wirtshaus unter dem Kruzifix ab. Die Gäste vertrieb er und machte es sich bequem. Als ihn der Wirt bat, die Pferde bei seiner Einheit einzustellen, bedrohte er ihn mit einer Pistole. Unter Androhung, drei Kompanien Dragoner im Markt einmarschieren zu lassen, forderte der im Schloß einquartierte General Debrou vom Ver-

walter eine halbgedeckte Kalesche für seine Exkursionen. Die vorhandene grundherrschaftliche Kalesche war diesen Anforderungen nicht gewachsen, so daß der Pfarrer seine zur Verfügung stellen mußte. Als der General nach Ungarisch Altenburg verzog, mußte der Verwalter die erheblich beschädigte Kutsche zurückholen und für 50 Gulden reparieren lassen. Als bekannt wurde, daß der Divisionsgeneral Graf v. Hudin mit Gefolge am 13. Juni im Kittseer Schloß eintreffen würde, befanden sich lediglich einige Eimer Tafelwein im Keller. Haushaltgegenstände waren vor dem Anmarsch der Franzosen in Sicherheit gebracht worden. Zur Sicherstellung einer standesgemäßen Versorgung des Divisionsgenerals, des einquartierten Brigadiers sowie der Stabsoffiziere, bat der Schloßpfleger das Hofkelleramt um Zustellung von Getränken sowie Porzellangeschirr wie zwei Kaffeekannen, zwei Milchkannen und 20 Kaffeeschalen sowie eine kupferne Fisch- und eine Fleischkasserolle nebst Bestecken für zwölf Personen und vier großen Tischtüchern sowie drei oder vier Dutzend Servietten. Fürst Nikolaus II. Esterházy weilte in Pest und ordnete an, das Gewünschte und 7 Eimer weißen Tafelwein, 3 ½ Eimer roten Wein, 1 Eimer Obstmost und 27 Flaschen Tokayer ins Kittseer Schloss zu liefern. Zur Planung der Verteidigungsmöglichkeiten, vermaß Leutnant Gérard vom Ingenieurkorps am 14. Juni die Straßenenge und berichtete: „Hier bei Berg wendet sich der Bergzug senkrecht gegen die Donau und eröffnet eine weite Ebene. Hier liegen die Gemeinde und das Schloß Kittsee. Letztgenanntes liegt unweit der Preßburger Straße und etwa 2 km vom Beginn der Straßenenge entfernt. Der Feind, der in der Straßenenge den Durchgang versucht, braucht sich also vor der Beschießung aus dem Schloß nicht zu fürchten. Wenn die Franzosen dennoch eine Wache ins Schloß setzen wollten, wäre sie

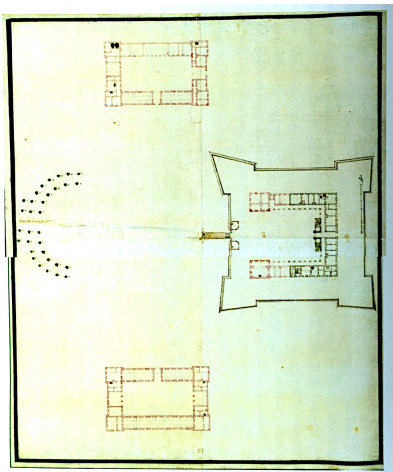
in Sicherheit, weil das Gebäude durch einen Graben umgeben und dessen eine Seite vom Schloß her bedeckt, die gegenüberliegende Seite durch einen steilen Erdaufwurf ausgestattet ist. Im Interesse der Erhöhung der Widerstandsfähigkeit des Schlosses, könnte der in seinen Hof führende Damm eingeschnitten werden. In die Mauern des Erdgeschosses könnte man Schießscharten schneiden.“ Der Bericht über eine mögliche Verstärkung des Kittseer Schlosses zur Abwehr feindlicher Angriffe, die vom Neusiedler See ausgehen könnten, erregte die Aufmerksamkeit der französischen Heerführung und führte zu einer weiteren gründlicheren Untersuchung durch Oberst Blein am 19. Juni: „Das Schloß ist durch Eckbasteien versehen und auf jeder Seite mit einer 130 m langen, mit Ziegeln bedeckten Schanze umgeben. Die innere Seite [escarpe] derselben sei 8 m hoch, die äußere (contrescarpe), welche von der inneren durch einen Graben getrennt sei, vor allem auf der Seite zum Tor niedriger. Der Oberteil der inneren Schanze (terreplein) sei ziemlich eng, doch weit genug, um darauf in Form einer Brüstungsmauer ein- oder zweistufige Schießstände anzubringen, [...] darüber hinaus könne auf jeder Eckbastei eine Kanone aufgestellt werden. Ein Bataillon könne das auf diese Weise befestigte Schloß solange halten, als in die Mauer keine Bresche geschlagen würde. Die Eingangsbrücke sei eine solide Mauerarbeit, der Abbruch würde eine zu große Arbeit darstellen, zu ihrer Deckung wäre eher ein halbkreisförmiges Verteidigungswerk (Lunette oder Demi Lunette) vorzuschlagen. Dieses könnte bereits außerhalb des Grabens den Gebäuden der Schloßwache angeschlossen, mit Schießscharten versehen und mit einem Erdwerk verbunden werden.“ In seiner Skizze dominierte ein Punkt über dem Schloß: Es handelt sich um einen Punkt gegenüber der vom Tor nach links stehenden Winkelbastei. Er liegt



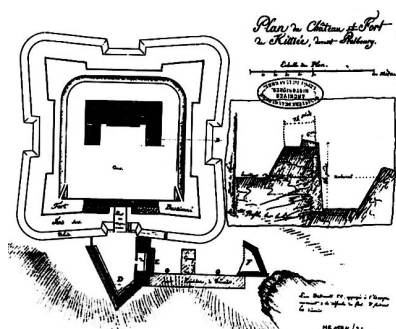
neben einem tiefen Steinbruch, wohin man beinahe unbeobachtet gelangen kann; er soll mit einem pfeilförmigen Verteidigungswerk (Fléche) befestigt werden. Seine Verbindung mit den Gebäuden der Schloßwache soll durch die Beibehaltung eines Teils der Mauer des sich diesen anschließenden, ansonsten abzureißenden Getreidespeichers und Pferdestalls, gesichert werden. Der Oberst hielt auch den Abbruch der beiden Gebäude, die sich innerhalb des Grabens auf den beiden Seiten des Tores der inneren Seite der Schanze anlehnen, für notwendig: „Die so angeordnete und ausgerüstete Festung, könnte sich dann gegen einen Feind ohne Belagerungsartillerie gut verteidigen, wenn die vorgeschlagenen Verteidigungseinrichtungen mit einem durch eine Palisade gedeckten Gang oder mit einer am Boden des Grabens auf der rechten Seite aufgestellten Palisade ergänzt wären. Die Festung könnte demnach mit einem, ihre Stärke auch ausnützenden Befehlshaber an der Spitze sogar eine 10-12 Tage

lange Belagerung aushalten. Die gewölbten Teile des Schlosses (welche sich auf der Zeichnung unter dem Dach der inneren Schanze, auf zwei Seiten neben dem Tor befinden) ermöglichen die Lagerung der Versorgung und Munition und die Unterbringung der Truppen.“ Nach Schätzung des Obersten wären die beschriebenen Maßnahmen mit 500 Mann und einer Pionierdivision in acht Tagen zu erledigen. Die französische Armee schüttete die Basteien mit Erdreich an und errichtete auf den 514 Quadratklaster großen Flächen an den Basteien jeweils vier Batterien und verfüllte den Schloßgraben im Bereich des Zuganges an der Schloßbrücke mit Erde auf 160 Klaster Länge, 5 Schuh Breite und 3 Klaster Tiefe. Obwohl die „Stipschitz Husaren“ der ungarischen k. k. Armee mobilisiert waren, litt die Marktgemeinde Kittsee wider Erwarten keine unmittelbaren Kampfhandlungen der Franzosen. Die Häuser im Markt Kittsee, insbesondere des Schlosses, blieben nahezu erhalten. Allerdings ruinierten die französischen Invaso-

ren die Inneneinrichtung des Schlosses sowie die zugehörigen Gebäude. Nach der Schlacht bei Znaim an der Thaya akzeptierte Napoleon den vom österreichischen Feldherrn Erzherzog Karl, aus dem Hause Habsburg-Lothringen, angebotenen Waffenstillstand, der am 12. Juli in Kraft trat. Eisenstadt wurde das Hauptquartier des französischen Heerführers Eugen Beauharnais, dem Stiefsohn Napoleons. Die besetzten Komitate grenzte Napoleon zum Osten hin mit einer Demarkationslinie ab. Die französische Autorität verpflichtete die Güter der betroffenen Gespanschaften zur sofortigen Zahlung einer außerordentlichen Kriegssteuer. Im August begannen in Ungarisch Altenburg (Magyaróvár) Friedensverhandlungen über den Abschluß des Fünften Koalitionskrieges. Während der Verhandlungen in Ungarisch Altenburg diente die Kittseer Poststation als eines der Zentren für allgemeine Kommunikation. Französische Offiziere logierten in der Poststation, lähmten die üblichen Postdiensteten und ließen ihre Pferde versorgen. Ab Mitte August begannen die Franzosen ihre Streitkräfte Zug um Zug aus dem nordungarischen Grenzraum abzuziehen. Während einer Reise von Preßburg nach Raab traf Kaiser Napoleon mit einigen Generalen am Morgen des 30. August im Kittseer Schloß ein. Während seine Generalität ab viertel vor zehn Uhr gemeinsam frühstückte, speiste Napoleon allein in einem abgesonderten Zimmer. Danach besichtigte er die Befestigung und die Verschanzung des Schlosses. Dabei unterhielt er sich mit dem Verwalter Ignatz Morenich über allgemeine Dinge. So auch über dessen Gehalt. Anschließend reiste der Kaiser mit seinem Stab weiter nach Raab. Napoleons Leibgarde hatte der Untertanenschaft heftig zugesetzt und sie aus ihren Häusern vertrieben. Deshalb flehten sie, daß der Kriegsherr nicht nochmals in Kittsee erscheine und sie nicht ins Verderben zwingen. Obwohl Waffenstillstand herrschte, weilte der Brigadegeneral Poinsolet noch mit einer kleinen Garde im Schloß. Als dieser den für Marschall



Bauplan des Kittseer Schlosses Mitte des 18. Jhs.



Skizze eines französischen Ingenieurs des Kittseer Schlosses um 1809.

Davout bevorrateten Rum konsumiert hatte, kam der Verwalter in eine gefährliche Lage. Als sich Morenich am 3. Oktober weigerte, den Rumvorrat wieder aufzufrischen, sandte der General den Schloßdiener Ulrich mit zwei Adjutanten zum Haus des Verwalters und ließ dessen Keller durchsuchen. Als sie keine Vorräte vorfanden, versetzte einer dem Schloßdiener einige Hiebe, während der andere drohte, den Verwalter gefangen zu nehmen, wenn er bis zum Abend keinen Rum herbeschafft hätte. Wie angedroht, erschienen vier Dragoner im Haus des Verwalters, um ihn abzuholen. Glücklicherweise konnte Morenich vier Flaschen Arak aus Preßburg beschaffen, womit er die betrunkenen Dragoner besänftigte. Als dem General der Arak zum Abendessen gereicht wurde, war ihm dieser nicht gut genug. Er kaufte selbst zwölf Flaschen Rum, für welche die

Rentkasse später 98 Gulden samt 2 Gulden Botenlohn bezahlte. Nach dem Friedensschluß zwischen Österreich und Frankreich vom 14. Oktober 1809 räumte Brigadegeneral Poinsolet mit seinem Gefolge das Schloß am 18. Oktober 1809. Er nahm vorgekochte Speisen, 5 Flaschen Raki, 20 Halbe ordinären Wein und 9 Säcke Hafer mit auf den Weg. Wie von den Franzosen angeordnet, wies Fürst Nikolaus II. Esterházy im Oktober 1809 seinen Verwalter in Kittsee an, die außerordentlichen Kriegssteuern einzukassieren. Die französischen Besatzer hatten die Grundherrschaft am 24. Oktober noch nicht verlassen, als grundherrschaftliche Beamte damit begannen, die Schuldigkeit der Untertanen einzufordern. Diese wehrten sich vehement und verweigerten auch die Urbarial-Feldarbeiten. Als die Beamten am 31. Oktober abermals versuchten, die ausständigen Gefälle von Haus zu Haus einzukassieren, nahmen sie im Markt Kittsee lediglich 2 Gulden Hauszins ein. Das Esterházy'sche Hof- und Hauptzahlamt benötigte diese Gelder dringend und forderte den Grenadiergardehauptmann Pavlovsky auf, die Gelder mit allen Mitteln einzutreiben. Am 20. November 1809 verließen die letzten französischen Streitkräfte den nordungarischen Grenzraum. Abgesehen von den beschriebenen lokalen Geschehnissen und den an Österreich gestellten Rekruten, blieb die Grundherrschaft Kittsee von kriegerischen Kampfhandlungen verschont. Vielmehr profitierte Ungarn am Verkauf von Agrarprodukten an die Armeen. Nach Abzug der Franzosen, zogen das Rentamt der Grundherrschaft Kittsee und die Gemeinde Kittsee Bilanz über die von den Besatzern angerichteten Schäden. Die Grundherrschaft Kittsee, mit seinen fünf Gemeinden, bezifferte die Schäden mit 334.875 Gulden 96 Kreuzer. Diese Summe beinhaltete Beschädigungen eines Großteils der Feldfrüchte und zahlreicher Häuser, Beschlagnahmungen und mit Gewalt entwendete

Güter sowie Pferde und Wagen. Die Kosten für die Instandsetzung des Schlosses wurden mit 20.333 Gulden 7½ Kreuzer veranschlagt. Aufgrund der Liquidität des Majorats, genehmigte das Hofbauamt lediglich 12.377 Gulden 43 ½ Kreuzer für die Baumaßnahmen. Die Marktgemeinde Kittsee mit seinen 102 Sessionen resp. ca. 1.700 Einwohnern, meldete folgende Schäden: 27.190 Gulden in den Feldern, 26.941 Gulden 43 Kreuzer an Häusern, 14.110 Gulden 42 Kreuzer für Aufwände durch Beschlagnahmungen, 8.576 Gulden 42 Kreuzer für gewaltsam entwendete Güter und 10.575 Gulden 47 Kreuzer für gewaltsam entrissene Pferde und Wagen, insgesamt 84.394 Gulden 52 Kreuzer. Durchschnittlich erlitt jeder Bauer Schäden in Höhe von 827 Gulden. Insgesamt lieferten die Kittseer Bauern den Franzosen 14.290 Pfund Rindfleisch á 16 Kreuzer von eigenem Zugvieh sowie Bier- und Brantwein für 2.659 Gulden 12 Kreuzer. Hinzu kamen 4.203 Portionen Brot, 649 Metzen Hafer und 5.069 Portionen Heu, welche die Marktrichter Georg Birt und Josef Paal teilweise von anderen Gütern kauften. Neben üppiger Verpflegung verlangten französische Offiziere auch Kleidung. Der Schuhmachermeister Hierschl Neubauer fertigte für Offiziere zwanzig Paar Bundschuhe für 135 Gulden und für die Platzkommandanten zwei paar gewalkte Stiefel für 32 Gulden. Als der Verwalter General Debrou bat, den noch offenen Betrag von 117 Gulden zu bezahlen, lehnte dieser ab. Er habe Kittsee bereits mit seiner Verköstigung verschont und außerdem dem Ort eine große Erleichterung durch Ausquartierungen des Militärs verschafft. Die Maurergesellen, welche die Ziegelöfen auf Anordnung der Franzosen umgebaut hatten, verlangten von der Rentkasse erfolglos den ihnen versprochenen Tagelohn von 1 Gulden auszuzahlen.

An Accumulation of Advantages: French Army Cohesion and Command in 1809.

John H. Gill

The French army that fought against Austria in 1809 is generally considered to have been an institution in decline, no longer the army of Austerlitz and Jena. Napoleon had indeed dissolved the old Grande Armée in October 1808 and committed many of its veterans to the Spanish adventure later that year. Thousands of experienced troops and commanders were thus embroiled in the Iberian Peninsula when war erupted with Austria in April 1809, and the Emperor had to hammer together a new army in haste, bolstering a relatively small core of veterans with numerous conscripts and major contingents from his German allies. Numerically inferior to the enemy, not yet in its prescribed positions, and lacking key items of equipment as well as many senior leaders, this new “Army of Germany” was far from ready when the Austrians invaded Bavaria on 10 April. Napoleon had hoped that hostilities would not begin until late April or perhaps May, so his army was unprepared when the Austrians moved sooner than expected. Moreover, the Austrian army of 1809 was considerably improved as compared to the Habsburg forces the French had faced in 1805 and now marched under the orders of the Archduke Charles, a skilled and competent commander. Nonetheless, within two weeks, Napoleon and his ad hoc “Army of Germany” completely reversed the tide of the war, evicted Charles from Bavaria with a loss of more than 44,000 men, and were sitting around their campfires beneath the walls of Vienna only one month after the Austrians had opened the conflict.

Napoleon’s personal qualities as a commander and superior tactical performance supply much of the explanation for this dramatic triumph against daunting odds, but other characteristics of the army are equally important ingredients in the French success. In consonance with the theme of the panel, therefore, this paper will examine the command and control of the Army of Germany, investigating its structural/organizational, procedural, and psychological qualities as compared to those of its foe to deepen our understanding of the 1809 war and specifically its opening campaign.

An Organizational Advantage

Organizationally, the Army of Germany suffered from several inherent deficiencies that were compounded by the unanticipated speed with which the war came. In the first place, the brand new army had never functioned as an operational entity and, because the war opened earlier than the French had hoped, the headquarters and administrative apparatus had to be assembled on the fly. Napoleon was in Paris, the chief of staff, Marshal Alexander Berthier, was in Strasbourg, and the staff’s senior officers and junior functionaries were still en route to the theater of operations. There was no time to work the kinks out of the system or familiarize commanders and staffs with one another before the army was plunged into rapid maneuvers and violent engagements. Basic necessities were absent as officers arrived without their equipment and horses, critical requirements for battlefield communications in the early nineteenth century. Even Napoleon had to borrow horses from the King of Bavaria and escorts from the King of Württemberg, as his officers cadged mounts from French cavalry regiments or purchased them from eager entrepreneurs at exorbitant prices. Second, many of the army’s subordinate components were only partially assembled and were still in the

process of formation: two of the five principal army corps were new, having neither trained nor fought together before, the cavalry reserve was not yet formed, and the Imperial Guard had not arrived, so there was no handy central reserve (especially of artillery). Additionally, many persons and things were in short supply: engineer officers, medical officers, artillery draft horses, pioneer tools, and a host of other items, human, animal, and material, were lacking for the first month or so of the war. If all of this made for a grim picture, the French, however, enjoyed two crucial advantages, especially vis-à-vis their Habsburg opponents. First, almost twenty years of near-constant warfare had created a deep reservoir of experience among the senior and mid-grade officers. They were comfortable with the army’s norms and knew the general outlines of its standard procedures from long experience; they might need reminding, but did not require retraining to meet a fairly high standard of performance. In particular, they were completely comfortable with the army corps structure. They had been exercising and fighting within this framework under Napoleon for four years, and thus fell into common practices with relative ease. Second, if the general level of competence and familiarity with the Emperor’s military system was high, the degree of “unit cohesion” among some of the Army of Germany’s major sub-elements was extraordinary. The most significant of these was the 3rd Corps of Marshal Louis Nicholas Davout, a force of 55,000 men that comprised nearly one-third of the Army of Germany. Not only had Davout commanded the 3rd Corps since its creation on the Channel coast in the summer of 1805, there had been few changes in either its order of battle or its senior leadership since its establishment. Of the fifteen infantry regiments in the three original divisions of the corps, twelve had served together in the same divisions for

almost four years, including extensive combat and campaigning through the wars of 1805, 1806, and 1807. Even the other three “newer” regiments had each been with its division for two years. Furthermore, the three division commanders were not only soldiers of long experience and superior talent, they had all held their commands at least through the campaigns of 1806 and 1807; two had led their divisions through the 1805 war as well. Similarly, the three heavy cavalry divisions had not changed their compositions since 1805, so the regiments all knew one another. There was also considerable continuity among the units of the large Bavarian and Württemberg contingents. Even in the newly formed 4th Corps, the regiments within its divisions had served together on campaign for at least twenty-four months and in some cases as many as forty-four months. The officers and men of these units knew their commanders and each other thoroughly; with long-standing bonds of loyalty, mutual trust, and expectation, they could rely on time-tested habits of formal and informal co-operation to support them in combat. The significance of these long associations for unit efficiency, cohesion, and battlefield performance cannot be overestimated. The Austrian army, its various reforms and improvements notwithstanding, showed poorly in comparison. Where the French were comfortable in the corps system and only had to adjust to the particular circumstances of April 1809, the Austrians were decidedly uneasy in what was for them a new dispensation. Austrian forces had never campaigned under a corps command structure and had no time to train or familiarize themselves with its requirements as it was only introduced in February 1809, two months before the first Habsburg soldier crossed the border into Bavaria. Accustomed to detailed instructions from army headquarters, the newly designated corps commanders experienced great difficulty coping with the

independence implied in this alien arrangement. Requiring constant guidance and prodding from Charles, they were, as one eminent Austrian historian remarks, ‘mere overseers’ rather than true leaders or commanders of whom one could expect initiative and enterprise. The absence of long-standing permanent army corps also meant that subordinate divisions and brigades of the Austrian army had to be thrown together immediately prior to the war. Where most French regiments had served together in the same divisions and brigades for a minimum of two years, the constituent pieces of the Austrian formations only came together in assembly areas along the monarchy’s borders during March 1809. Habsburg commanders compounded this lack of familiarity by repeatedly abusing the corps system that Charles had labored to impose on his dubious subordinates. Indeed Charles was among the worst offenders. On 19 April, for example, as he arrayed the army for what was thought to be a decisive engagement with Davout’s isolated corps, he attached bits and pieces of three other corps to Prince Johann Liechtenstein’s I Reserve Corps while detaching eighty per cent of Liechtenstein’s own troops. This trend continued, so that by 22 April, none of Liechtenstein’s original units were under his orders. At least Liechtenstein had troops to lead. On the afternoon of 21 April, Prince Friedrich Franz von Hohenzollern, commanding III Corps, found his troops gradually stripped away so that he was left to direct a mere four squadrons of cavalry, perhaps 500 men instead of the 13,000 nominally under his orders. The same may be observed at the micro level. Among innumerable examples, the brigadier charged with defending Regensburg on 23 April was given two regiments from two different brigades for this task while both of his own regiments marched off under other commanders. Though not debilitating, such voluntary deviations from the prescribed

order of battle undermined any hope of establishing coherent working relationships within commands, while leaving subordinate leaders uncertain and confused.

Procedures Promising and Pernicious

The French also enjoyed a significant advantage in staff procedures and routine practices. Having served under Berthier as chief of staff since at least 1805 (if not before), subordinate commanders and staffs were generally familiar with headquarters’ expectations in terms of reporting and communications, even if details might vary slightly from campaign to campaign. Although this war saw large German contingents integrated into principal combat operations for the first time, Napoleon’s practice of appointing French commanders (with their associated staffs) to all foreign formations and imposing standardized reporting formats meant that these forces could be incorporated into the Army of Germany with little difficulty. Two practical details are particularly noteworthy and significant in the early stage of the war. First, the French had established a very effective system of couriers that not only connected formations to one another within Germany, but also allowed messages to pass expeditiously back to Strasbourg where they could be transferred to the optical telegraph system. As a result, news of the Austrian invasion traveled the 400 kilometers from the Inn to Strasbourg in approximately thirty-three hours despite passing through several headquarters en route. Second, the French and German generals communicated with one another on operational issues as a matter of routine. Rather than passing messages only to or through army headquarters, they regularly exchanged information directly with neighboring commands on their own initiative. Adherence to this norm proved especially beneficial during the opening days of the war

when Berthier was the de facto army commander in lieu of the absent Napoleon.

This is not to suggest that French and German staff work proceeded with some sort of flawless precision. The history of the 1809 war offers as many instances of the friction of war as any other campaign. Errors were especially common during the first week of the conflict, when Berthier served as interim, on the spot commander as well as chief of staff for the distant Emperor (hurrying to the theater of war). In addition to authoring a number of operational mistakes that left the army divided and unarticulated, Berthier also committed “technical” staff errors that indicate his unfamiliar responsibilities as commander were detracting from the meticulous care he usually applied to his chief of staff functions. These mistakes fall into two broad categories. First, he repeatedly disrupted the chain of command, sending orders to subordinate leaders without informing their superiors. The potential for misunderstanding, even disaster, made this more than a minor detail. Second, his correspondence during this period is replete with imprecision and contradiction, lax staff work indicating that his mind was ill-equipped to cope with the manifold tasks he faced in the absence of his imperial master. These lapses at army headquarters leave the reader ‘swimming in incoherence’ as one modern observer notes. Fortunately for Napoleon, the high level of dedication and professionalism among the subordinate Allied commanders and staffs combined with Austrian lassitude to provide a barely adequate margin for error. Applying his customary vigor, the Emperor was able to redeem Berthier’s blunders and set the campaign on a new trajectory within two days of his arrival in Bavaria. The Austrians could not match this level of staff professionalism, especially once Napoleon was on the scene to energize the entire apparatus. Austrian staffs

were by no means incompetent, but their command routines were torpid, lacking the urgency and determination evident on the French side. Orders (known as “dispositions”) tended to be laboriously long and painfully pedantic, specifying a level of detail far beyond what should have been required from army headquarters and often necessitating lengthy commanders’ meetings where the “dispositions” would be read aloud and discussed in depth. Such methodical procedures were perhaps tolerable in static situations, but they collapsed during the fluid operations that prevailed in April 1809. At least twice, ponderous “dispositions” were out of date before the ink was dry and had to be recalled and redrafted almost as soon as they were issued. In another example, the “disposition” written during the night between the first and second days at Wagram, took so long to prepare and deliver that key subordinate commands could not execute their attacks according to the plan’s timetable. Compounding the plodding routine of standard procedures in the Habsburg host was an alarmingly high level of slipshod command and staff work. This manifested itself in several ways, perhaps most noticeably in the frequency with which units were forgotten on the battlefield. Regiments and battalions were repeatedly left without orders during retreats or defensive battles so that they had to be rescued at the last moment or had to fend for themselves in desperate circumstances; one battalion (Major John O’Brien’s of *Kerpen* Infantry No. 49) was forgotten twice! This was also a common problem with the Austrian army in the Italian theatre. A similar cavalier attitude towards military details was evident in the way some generals jumbled the orders of battle in their commands, detaching and attaching, assigning and reassigning units so often that they lost track of which of their subordinates was responsible for which regiments or sub-units. FML Johann von Hiller, for in-

stance, trying to defend the Inn River in early May, made a complete farrago of his wing of the army, eventually sending orders for subordinates to attack with troops that had been detached days earlier while forgetting some brigades entirely. The most egregious example, however, of command negligence and a stupefying lack of enterprise on the part of the staff occurred between 20 and 22 April in Bavaria. Hiller with nearly half the army had been in direct contact with army headquarters, but suffered a severe defeat on 20 April and was pushed away from the main body during the following two days. By 22 April, Napoleon had inflicted 8,000 casualties on Hiller’s wing and sent it reeling back ninety kilometers in confusion. Charles and his staff, however, remained blissfully unaware of this catastrophe and no one thought to send staff officers in search of Hiller even though headquarters had received no messages from him for two days. Habsburg headquarters continued with deliberate planning for its own offensive and only learned of Hiller’s fiasco when Napoleon appeared on the Austrian flank at the head of 65,000 men. Finally, Austrian practices in communications also compare poorly with those of their French adversaries. Where the French passed word of the Austrian advance through several headquarters over a distance of 400 kilometers in thirty-three hours as we have seen, sluggish procedures on the Austrian often delayed critical intelligence. In one case, it took almost three days for an important report to reach Charles even though the originator was within seventy kilometers of army headquarters. Likewise, the success of the Austrian invasion depended on close coordination between Charles with the main body south of the Danube and two detached corps advancing north of the river. Yet no effort was made to establish a reliable courier system before hostilities opened so that four to five days were consumed in passing information between the

two halves of the army, when this might have been accomplished within twenty-four to thirty hours.

“Activity! Activity! Speed!”

Beyond the mechanical practicalities of courier systems, staff procedures, and organizational arrangements, it is important to recall that these were human institutions, created, occupied, and operated by very real officers and men susceptible to all the vagaries of emotion. On the French side, this meant that the army benefitted from the tremendous confidence the men had in themselves and their leaders, Napoleon above all. “Everyone viewed these preparations for war with pleasure,” remarked one junior officer, “We were quite disposed to open the ball at any time, too bad for those who could not keep the measure.” Moreover, these men understood that they were expected to take the initiative and to operate with a minimum of guidance. No opportunity was to be missed, no exertion left untried. In the words of one young French staff officer, this enterprising spirit manifested itself in a “manner of regarding nothing as impossible” and a “limitless confidence in success.” A post-war Austrian assessment offered: “He who has the opportunity to observe the eager, restless and anxious striving of everyone without exception, from first to last, from highest to lowest, how each endeavours to do everything that is at all possible, indeed to deduce what is not specifically stated, to exceed that which is expected, he who observes this must share the full conviction that no sovereign in all Europe can be considered better served, more closely obeyed or more wholly satisfied than Napoleon.” And Carl von Clausewitz assessed Napoleon’s officers and men in this way:

One has to have seen the steadfastness of one of the forces trained and led by Bonaparte in the course of his conquests—seen them under fierce and unrelenting fire—to get some sense of what

can be accomplished by troops steeled by long experience of danger; in whom a proud record of victories has instilled a noble principle of placing the highest demands on themselves. As a concept alone it is unbelievable.

Victory, not cautious adherence to meticulously written orders, was the measure of success. Imbued with this spirit of independent intrepidity and with complete faith in their imperial master, French officers could be entrusted with brief orders that specified their missions, Napoleon’s intentions, and the general operational context. The details of execution were left up to the subordinate. Orders were spare and simple, starting with the phrase ‘it is the intention of the Emperor’ to state Napoleon’s general goals, sketch in the requisite situational details, and outline what was expected of the subordinate commander. They were also freighted with Napoleon’s own tremendous will and energy. The drive and decision still speak across the years: “Activity! Activity! Speed! I rely upon you!” Or consider instructions such as “pursue the enemy with your sword in his back and announce to the Emperor by evening that you have taken from the enemy his parks, his baggage, and his wounded... keep St. Germain’s brigade of cuirassiers at hand to spread terror among the cavalry of the enemy’s rear guard.” One of the most famous lines came in the pre-dawn hours of 22 April as Napoleon prepared to attack the Austrian flank at Eggmühl: characteristic vivacity: “I am determined to exterminate Prince Charles’s army today or tomorrow at the latest”. The contrast with the pedantic Austrian style of drafting “dispositions” could hardly be more stark.

Concluding Observations

The French Army of Germany that met the invading Habsburg host in southern Bavaria in April 1809 had declined from the peak of martial prowess attained by its famous

predecessors in the Grande Armée of 1805 and 1806. Numerically inferior, untried as an army, not yet assembled, and caught by surprise, it entered the war with several potentially fatal disadvantages. At the same time, it was superior to its foe in a number of key areas. Certainly Napoleon’s unique qualities as a strategist and commander were chief among these, and the French, along with their German (and Italian) allies continued to dominate the tactical arena, especially in the sort of dispersed, free-for-all fighting that characterized the opening campaign. Undergirding these better known factors, however, were distinct superiorities in organization, unit cohesion, command practices and staff procedures. Infused with confidence inspired by a tradition of victory and propelled by a drive to respond to Napoleon’s leadership, this accumulation of large and small advantages sufficed to give France a decisive edge. Viewed from a different angle, they provided Napoleon with a considerable margin for error. Wielding a confident, reliable, flexible instrument, he could recover from mistakes, whether his own or those committed by Berthier in his absence. The Austrian margin for error was far thinner. The Austrian army had indeed improved and showed itself a more durable force than in earlier conflicts, but it remained cumbersome and slow, subject to fraying quickly when stressed. Even in set-piece situations such as Aspern and Wagram, it proved incapable of acting as an articulated, coherent entity, while the French Army retained its lively agility, maneuvering at the latter battle along a twenty-two kilometer firing line “like a regiment responding to the voice of its commander,” in the words of one admiring officer. This margin for error proved decisive and helped Napoleon achieve victory in this his last triumphant war.

„.....nicht ohne ein glänzendes Vorbild zu geben“ Kärnten 1809.

Manfried Rauchensteiner

Dieser Artikel wird erstmals veröffentlicht.

Erster Teil

Dass es 1809 Krieg geben würde, stand seit dem Dezember, ja eigentlich schon seit August 1808 fest. Denn an der Fortsetzung der Franzosenkriege war seit 1806 gearbeitet worden. Und es kann zumindest gemutmaßt werden, dass gerade die neue Selbständigkeit, die Österreich nach dem Ende des Römisch-Deutschen Reichs erlangte, einen ganz wesentlichen Impuls für diesen zunächst ja nur gedachten Krieg darstellte. Das würde kein Reichskrieg mehr sein, nichts, wo dann abermals der römisch-deutsche Kaiser Franz oder ein Reichsgeneralfeldmarschall Erzherzog Carl ebenso gegen das Frankreich Napoleons wie gegen die formal noch immer zum Reich gehörenden Reichsfürsten ankämpfen musste. Es würde ein österreichischer Krieg sein. Der seit 1805 leitende Minister, Johann Philipp Graf Stadion, war denn wohl auch mit Vorbedacht in sein Amt gebracht worden. Denn hätte man den Ausgleich mit den Franzosen und ein Zurückstecken gegenüber Napoleon gewollt, hätten sich wohl andere angeboten. Stadion war aber nicht nur Leiter der Außenpolitik der Monarchie, sondern fast mehr noch Motor der Innenpolitik geworden. Das ging umso leichter, als dieses politische Feld nicht ausreichend besetzt war. Für Stadion aber war die Sache klar: Nur eine Reform der Innenpolitik konnte die Voraussetzungen für eine aktive Außenpolitik schaffen, die mehr war als ein Reagieren auf die französischen Maßnahmen und Schritte.

Die Habsburgermonarchie wollte denn auch dem französischen Nationalismus österreichischen Patriotismus entgegensetzen. Das mochte zwar so aussehen, als ob konservative gegen fortschrittliche Kräfte antreten würden. Doch es war wohl auch schon klar geworden, dass sich der Bonapartismus nicht einfach auf Fortschrittlichkeit reduzieren ließ. Wieder, wie schon in den Feldzügen der vorangegangenen Kriege, wurde Österreich Träger und Hauptvertreter eines Gegenprogramms, das durchaus attraktiv sein konnte. Dass sich dabei auch die alte Reichsidee eine Art Heimstätte schuf, wurde eher geduldet, als dass dieses Moment besondere Unterstützung am Wiener Hof gefunden hätte. Wohl aber hatte sich – so wie es der neue Kaisertitel ausdrückte – die Gesamtheit der habsburgischen Länder ein Ziel gesetzt: Überleben. Stadion und seine Mitstreiter schafften vor allem eines: Sie heizten den österreichischen Patriotismus regelrecht an. Und dieser Patriotismus stieß auf große Resonanz. Dabei wurde nicht auf die Vereinheitlichung geschaut, sondern getrachtet, die regionalen und nationalen Traditionen der Völker der Habsburgermonarchie zu identifizieren, zu pflegen und zu nutzen. Und Kaiser Franz machte diesen Kurs relativ bereitwillig mit – er gab ihn allerdings nicht vor. Vielleicht, weil ihm Stadion begreiflich gemacht hatte, dass man die Mitwirkung der Stände und Länder brauchte, wollte man auch nur die wichtigsten Maßnahmen setzen, um die von Helmut Rumpler so genannte vertikale Ausrichtung der Habsburgermonarchie zu verstärken. Damit sich nicht das Schauspiel wiederholte, das man schon zur Genüge kannte und sich wieder komplette Reichsteile von der gemeinsamen Politik und letztlich auch von einem gemeinsam zu führenden Krieg abmeldeten, konnte man nicht mit Zentralisierungstendenzen über sie herfallen. Was hier in Gang gesetzt wurde, die Adaptierung eines patriotischen Programms zum Zweck der Krieg-

führung beschränkte sich aber ohnedies im Wesentlichen auf die habsburgischen Erblande und die Länder der böhmischen Krone. Ungarn wurde davon nicht erfasst (man wollte schließlich nicht in den Fehler Josef II. verfallen); Galizien wurde kaum erfasst, weil wohl zu Recht befürchtet wurde, dass sich das von Napoleon so geförderte Polentum als so attraktiv erweisen würde, dass mit Auswirkungen auf das österreichische Polen gerechnet wurde; und ganz im Süden der Monarchie galt ohnedies anderes. Also wurde insgesamt bedacht und im Sinne echter Reformen vorgegangen. Und die Reform des Wehrwesens, die Erzherzog Carl beginnen bzw. eigentlich fortsetzen sollte, war nur eine davon, und sie wurde tatsächlich bewerkstelligt. Denn jegliche Anstrengung, einen neuen Krieg zu entfesseln, wurde obsolet, wenn es kein entsprechendes militärisches Instrument gab. Jetzt griff die von Carl gewollte radikale Dienstzeitverkürzung von „lebenslänglich“ auf 10, 12 und 14 Jahre. Mehr noch: Carl, der nunmehr den Titel eines Generalissimus führte, entließ 1806 und 1807 die konskribierten Jahrgänge in die Reserve und begann bei gleichzeitig niedrigerem Stand der präsent dienenden Mannschaften damit, ein Reserveheer aufzubauen. Damit schonte er in besonderer Weise den Etat. Denn 1805 hatte auch eine Finanzkatastrophe nach sich gezogen. Und die Kriegführung wie auch die dann einsetzende Phase der Wiederaufrüstung wurde letztlich über die Notenpresse finanziert. Doch es gab sehr wohl so etwas wie eine Kriegskonjunktur, und es sollte auch nicht übersehen werden, dass Österreich – was nicht vorauszusehen gewesen war – an der Kontinentalsperre gewaltig verdiente. Doch auch „moral rearmament“ kostete Geld. Alles, was von Beispielen „heroischer Pflichterfüllung“ zeugen konnte, wurde gefördert, und auch die Zensur gelockert. 1806 wurde von 1629 Buchtiteln, um deren Freigabe für den Verkauf angesucht wurde,

„nur“ mehr 179 verboten. Stadion bediente sich eines gebürtigen Mainzers, der sich einen sehr guten Namen als Militärdiplomat und ebenso als Schriftsteller und Lustspielautor gemacht hatte, Oberst August Ernst von Steigentesch, um auch im deutschsprachigen Raum die Unterstützung der Zeitungen und Buchhändler zu bekommen. Cotta, der größte deutsche Zeitungsmann seiner Zeit, ließ sich gewinnen, die österreichische Politik zu unterstützen. Die „Wiener Zeitung“ wurde zeitweilig zum meistgelesenen Blatt in Deutschland. Es hätte sehr wohl noch weitere Möglichkeiten gegeben, die Bereitschaft der Bevölkerung zur Übernahme von Lasten zu steigern, etwa durch die Aufhebung der Grundherrschaft, ein Vorschlag, der u. a. von Erzherzog Rainer, einem Bruder des Kaisers kam. Doch so weit wollte man doch nicht gehen. Letztlich war auch zu wenig Zeit vorhanden, um alles entsprechend gründlich durchzudenken, geschweige denn, dass es in die Tat umzusetzen war. Es gab ja nur drei Friedensjahre, und dann war schon wieder Krieg. Nationalkrieg, oder, wie man vielleicht auch in Anlehnung an die Sowjetunion im Zweiten Weltkrieg sagen könnte: Den großen vaterländische Krieg 1809. Als er entfesselt werden sollte, ging man mit einer zumindest nach außen gezeigten Entschlossenheit in den Konflikt. Zunächst galt es, nach Verbündeten Ausschau zu halten, und dann darum, den Krieg im rechten Augenblick zu beginnen. Dabei wurde sehr wohl angenommen, eine noch nie da gewesene Chance zu haben, Napoleon zu besiegen und damit den Kampf ums Überleben zu gewinnen. 1808 schickte Napoleon 50.000 Mann nach Spanien und noch zusätzliche Truppen nach Portugal. Die Spanier kämpften nicht nur um ihre Dynastie und gegen den König Joseph Bonaparte, sie kämpften um ihre wirtschaftliche Existenz, die wegen der Blockade Englands schwer gelitten hatte, und sie

kämpften um ihren Katholizismus. Er war nicht wirklich gefährdet gewesen, ebensowenig wie der Katholizismus der Tiroler durch die von den neuen bayerischen Herren geforderte Pockenimpfung, doch der Atheismus der Napoleonischen Soldaten stieß auf schroffe Ablehnung. Nationaler Hass und religiöse Stärke ergaben gerade in Spanien eine brisante Mischung, aus der dann die spanische Volkserhebung, die erste sogenannte Guerilla entstand. Der österreichische Botschafter in Paris, Clemens Lothar Metternich, zog daraus Schlüsse, die für Johann Philipp Stadion in Wien – wie er selbst schrieb – „Geldes wert“ waren. Metternich folgerte aus dem französischen Vorgehen gegen Spanien, dass sich seit Robbespierre nichts geändert hätte. Dieser hätte den Krieg den Schlössern, Napoleon Krieg den Mächten angekündigt „die Tyrannei ist dieselbe, nur die Gefahr ist größer“. Und: „Es gibt kein dauerhaftes Bündnis mit einem Regime, das zu den Phrasen und zu dem Ziel von 1793 zurückkehrt, das alles umstürzt, Prinzipien, Übereinkünfte und Autorität der Geschichte“. Auch Erzherzog Carl las Metternichs Bericht und schrieb daraufhin seinem kaiserlichen Bruder förmlich: „Euer Majestät können die Pläne Napoleons nicht mißkennen. Es kann keine Frage mehr sein, was er wolle – er will alles“. Österreich hätte nur die Wahl zwischen Unterjochung und Auflösung oder einem „Nationalkrieg“. Stadion befürchtete ihn bereits für den Spätsommer 1808. Carl wollte ihn notfalls auch führen, allerdings primär mit der regulären Armee, nicht mit einer Landwehr, so wie das sein Bruder Johann propagierte. Denn Carl hatte eine beträchtliche Aversion gegen das Instrument der Volksbewaffnung, obwohl er sich letztlich den Argumenten, die für eine derartige Verstärkung der regulären Armee sprachen, nicht entziehen konnte. Doch für ihn war jegliche Form der levée en masse – wie immer sie heißen mochte – ein Instrument, das die

Möglichkeit zur Begrenzung von Kriegen nahm. Und Carl ging immer davon aus, dass ein Krieg zeitlich und kräftemäßig zu begrenzen sei und nur so lange zu führen wäre, bis ein günstiger Frieden erlangt werden konnte. Mehr als zwei Jahre hatte sich der Erzherzog Generalissimus denn auch bemüht, die reguläre Armee, jene der Linientruppen, zu reformieren. Die Soldaten, die Gemeinen, sollten rücksichtsvoll und menschlich behandelt werden. Und den Offizieren wurde Bildung verordnet. 1806 und in den Folgejahren erschienen die „Beiträge zum practischen Unterricht im Felde für die Offiziere der österreichischen Armee“. Jedes Bataillon bekam ein Exemplar, dieser formal als Verschluss-sache gehandhabten Broschüre. 474 Exemplare wurden verteilt. Man konnte die Arbeiten – sofern man zu den berechtigten Lesern gehörte – auch verbilligt privat beziehen. Das war für die Subaltern-offiziere. Die Stabsoffiziere und die Generalität bekamen die „Grundsätze der Kriegskunst“ sowie die „Grundsätze der Strategie“ zur Verfügung gestellt. Über deren Verbreitung können aber bestenfalls Vermutungen angestellt werden, doch wird wohl anzunehmen sein, dass sie nicht sehr häufig gelesen wurden. Ebenso wie die 1808 ins Leben gerufene Österreichische Militärische Zeitschrift, die ja auch primär den Zweck verfolgte, das militärische Wissen und die Bildung der Offiziere zu heben. Dem Erzherzog gelang es aber, 25 Generäle in den Ruhestand zu schicken. Letztlich biss sich der Erzherzog an dieser für die k.k. Armee natürlich besonders wichtigen Personengruppe die Zähne aus. 1807 gab es 422 Generäle, darunter 6 Feldmarschälle, 25 Feldzeugmeister oder Generäle der Kavallerie, 121 Feldmarschallleutnants und 162 Generalmajore. Das Durchschnittsalter der Generalität war 63 Jahre, und wahrscheinlich trifft die von Gunther Rothenberg getroffene Feststellung auf viele von ihnen zu, dass sie weder die intellektuelle Fähigkeit hatten, die in rascher Folge einge-

fürten Neuerungen zu begreifen, noch den Willen, Abschied von ihrem erworbenen Kriegsbild zu nehmen. Es hätte daher sicherlich einer längeren Zeit bedurft, um die vollständige Umsetzung der Reform zu gewährleisten. Und dass die Landwehr und das mit ihr Hand in Hand gehende Konzept des Volkskrieges die Defizite ausgleichen konnte, bezweifelte der Generalissimus zutiefst. Die Landwehr war jedoch das beredteste Zeugnis für die vertikale Neuordnung Österreichs. Am 9. Juni 1808 erfolgte der Aufruf zur Bildung der Landwehr. 150 Bataillone zu durchschnittlich 1000 Mann sollten aufgestellt werden, wären also 150.000 Mann gewesen, die zur regulären Armee hinzutreten – allerdings nur in den konskribierten Provinzen der Erblände sowie Böhmens und Mährens – alle dienstpflichtigen Männer zwischen 18 und 45 Jahren angehören, ausgenommen „Hausväter“ sowie alle, die bereits für die Reservebataillone des stehenden Heeres erfasst worden waren; wohl aber sollten auch jene in der Landwehr dienen, die wegen zu geringer Körpergröße und körperlicher Mängel für das Heer nicht tauglich waren. Auch alle Studierenden und einzigen Söhne waren für die Landwehr vorgesehen. Nur Beamte, Geistliche und – was besonders auffiel – Adelige waren von der Verpflichtung zum Dienst in der Landwehr ausgenommen. Organisation und Ausbildung waren eine Angelegenheit der Kreisbehörden, also nicht des Kriegsministeriums. Die Finanzierung bis zur Übernahme in den Armee-Verpflegsstand im Zuge der Kriegserklärung war Angelegenheit der Länder. Daher war diese Form der Volksbewaffnung auch gleichbedeutend damit, dass die Länder, in denen es zur Aufstellung der Landwehr kam, sehr wohl von „ihrer“ Landwehr sprechen konnten, der Wiener, der Niederösterreichischen, der Steirischen, Kärntner usw. Landwehr. Damit erfuhr auch das Militär einen markanten Nationalisierungsschub. Experimentiert

war schon seit längerem mit der Volksbewaffnung worden. Nach 1805 hatte die Sache aber insofern einen anderen Aspekt bekommen, als es nicht nur darum ging, ganz einfach eine Art Heeresvermehrung vorzunehmen und einen besseren Landsturm zu schaffen. Vielmehr war es die akute Finanznot, die weitere Schritte zur Volksbewaffnung tunlich sein ließ. Menschen statt Kanonen; Dilettanten statt „Profis“ – könnte man überspitzt formulieren. Doch bei entsprechender Opferbereitschaft ließ sich natürlich auch die Volksbewaffnung nutzbringend verwenden. Die reguläre Armee sollte auf einen Friedensstand von 150.000 Mann herabgesetzt und dafür eine Nationalmiliz aufgestellt werden. Schließlich träumte man von 400.000 Mann. Allerdings halten die häufig im Zusammenhang mit dem Krieg 1809 genannten Zahlen der Überprüfung nicht stand. Da parallel zur Landwehr sehr wohl auch an die Aufstellung von Freiwilligen Bataillonen gegangen wurde, für die teilweise auf die identen Personen und Personengruppen zurückgegriffen wurde, entzog die eine Hand der Landwehr, was die andere zu geben bereit war. Ja, meistens fehlten dann gerade jene Männer, die in Schlüsselfunktionen eingesetzt werden sollten und als Korsett gedacht waren. Doch noch sind wir nicht so weit. Stadion und Erzherzog Johann, der wohl der Motor der Landwehrbewegung war, hatten sich im Frühsommer 1808 durchgesetzt. Dem unmittelbar vorangegangen war die Absetzung der spanischen Bourbonen; das hatte auch Kaiser Franz und den zaudernden Carl zustimmen lassen. Und jetzt und unvermittelt setzte ein Druck auf den Adel ein, dem der nicht widerstehen konnte, denn in allen Provinzen des Reichs, in denen die Landwehr aufgestellt werden sollte, standen an der Spitze der Organisation jeweils ein Landeschef und ein Erzherzog. Schließlich gab es einen regelrechten Dammbbruch, und Angehörige der Hocharistokratie und erst recht die Freiherren

und Barone rissen sich darum, die Führung der Landwehrregimenter, -bataillone und -kompanien in den Provinzen und Kreisen zu übernehmen. In Wien bezeichneten sich die Aristokraten selbst als „Patriotenpartei“, die Stände begannen Mittel flüssig zu machen, die sie „ihrer“ jeweiligen Landwehr zufließen ließen. Das war dann auch der Augenblick, um in Ungarn eine patriotische Bewegung auszulösen. Der Landtag in Pressburg, der vom Palatin Erzherzog Josef entsprechend eingestimmt worden war, bewilligte 20.000 Rekruten und erklärte sich bereit, die adelige Insurrektion für die nächsten drei Jahre in der Höhe von 60.000 Mann zu stellen. Dass davon praktisch nur die 20.000 Rekruten ins Gewicht fielen, weil die adelige Insurrektion schwerlich als militärisches Instrument anzusehen war, unausgebildet, schlecht und uneinheitlich bewaffnet wie sie war, spielte dabei ebensowenig eine Rolle, wie gelegentlich auch öffentlich über die Landwehr räsoniert wurde. Der an keinerlei Bedingungen geknüpfte Beschluss des Pressburger Landtags war das alles übertönende Signal. Und der Mechanismus, mit dem das alles in Gang gesetzt wurde, war der gleiche wie schon früher: Die Kaiserin Maria Ludovica wurde in Ungarn zur Königin gekrönt; sie war jung und hübsch – und schon ging es. Wie vorher bei Maria Theresia und später bei der Kaiserin Elisabeth. Das alles blieb natürlich nicht verborgen, ja wurde sogar durch eine gezielte Propaganda mittels der von dem fähigen Journalisten Johann Michael Armbruster herausgegebenen „Vaterländischen Blätter für den österreichischen Kaiserstaat“ auch im Napoleonischen Deutschland verbreitet. Doch wäre es unsinnig, die Idee der Volksbewaffnung lediglich isoliert sehen zu wollen. Sie war Teil des Gegenprogramms, das immer mehr Gestalt annahm und beim Aufbau der Gegenmacht half, die dann auch mehr und mehr sichtbar wurde. Denn die Nationalisierung des Krieges machte Emotionen frei,

die dem Kabinettskrieg fremd waren. Und man war nach 1805 sehr wohl dabei, das Udenkbare zu denken, nämlich wieder Krieg zu beginnen. Der Krieg war – um mit Michel Foucault zu sprechen – nicht länger Bedingung der Existenz der Gesellschaft und der politischen Verhältnisse, sondern Bedingung ihres Überlebens in ihren politischen Verhältnissen. Der Entschluss, 1809 loszuschlagen kam aber wieder auf eine sehr habsburgisch-österreichische Weise zustande: Der Finanzminister, Graf O'Donnel, erklärte sich Ende 1808 nicht mehr in der Lage, die nach der Heeresreduktion ohnedies bescheidenen Rüstungen für weitere sechs Monate zu finanzieren. War dann nicht Krieg, mussten die Truppen abermals schlagartig reduziert werden. Das war der Moment, wo nochmals nach Verbündeten Ausschau gehalten wurde. Doch es sah nicht gut aus. Die Briten waren nur schwer als Bündnispartner zu gewinnen, da sie den Frieden von Preßburg nicht vergessen hatten, der unter anderem zur Folge gehabt hatte, dass britische Subsidien dazu verwendet worden waren, um Frankreich die geforderten Reparationszahlungen zu leisten. Das hatte zwar geholfen, die österreichische Staatsschuld nicht weiter ansteigen zu lassen, doch England hegte in dem Zusammenhang sicherlich keine besonders freundschaftlichen Gefühle. Es war auch registriert worden, dass gerade in diesem Jahr 1808 Österreich dem Druck Napoleons hatte nachgeben müssen und Anstalten machte, den Handel mit Großbritannien über Fiume und Triest zu unterbinden. Auch Österreich sollte sich verstärkt an der Kontinental Sperre beteiligen. Und auch wenn das letztlich nur eine Art Umleitung bedeutete, wurde es von London als unfreundlicher Akte gesehen. Der Tiefpunkt war erreicht, als Österreich die diplomatischen Beziehungen unterbrach und den Botschafter Fürst Starhemberg aus London abberief. Eine neuerliche Annäherung an England

brachte daher auch nicht gleich die gewünschte Entspannung, denn Stadion wollte von den Briten einen einmaligen Kredit von 2 Millionen Pfund und dann monatlich 400.000 bis 500.000 Pfund an Subsidien. Die Briten bedauerten, der Staatsschatz sei wegen Spanien bereits erschöpft. Erst später sagten sie Subsidienzahlungen von monatlich 250.000 Pfund zu, doch da war schon Krieg. Am 8. Dezember 1808 begann eine wochenlange Konferenz über die Frage Krieg oder Frieden. Am 23. fiel die Entscheidung. Stadion hatte sich für den Krieg ausgesprochen und den zögernden Kaiser schließlich in diesem Sinn beeinflusst. Erzherzog Carl wollte zwar weder den Krieg noch setzte er besondere Hoffnungen in die Landwehr. Seine erste Reaktion auf den Wunsch nach raschem Kriegsbeginn bestand daher auch nur in der kurzen Mitteilung: Nur die Unmöglichkeit, den Krieg zu vermeiden, dürfe Österreich veranlassen, ihn zu beginnen“. Doch er zog schließlich mit. Was er dann wollte und was sein weiteres Handeln bestimmte, war das Führen einer „kraftvollen Defensive“. Was das sollte, konnte aber eigentlich niemandem klar sein: Einen Krieg entfesseln und ihn so rasch wie möglich auf das Gebiet des Feindes zu führen – das war eines; aber einen angriffsweisen Krieg als „kraftvolle Defensive“ führen zu wollen, war eigentlich ein Unding. Und zumindest nachträglich meinte Carl festhalten zu müssen: „Für Österreich lag weder in den allgemeinen Verhältnissen, noch in dem Zustand der beiderseitigen Streitkräfte eine Wahrscheinlichkeit des Erfolges.“ Wozu also? Damit war man wieder beim Problem des nationalen Einigungskriegs angelangt: Das Vielvölkerreich hatte noch keine erklärten gemeinsamen Ziele, es war auch nicht auf gemeinsame Anstrengungen hin ausgereicht gewesen, doch die Möglichkeit im Krieg zusammenzufinden, bestand durchaus. Bei der Entscheidung für den Krieg hatte auch der

aus Paris nach Wien gerufene Botschafter Graf Clemens Metternich, ein gewichtiges Wort zu sprechen gehabt, der vehement für den Krieg eintrat und meinte, Napoleon würde nur 206.000 Mann gegen Österreich aufbieten können, davon die Hälfte Rheinbundtruppen. Man sprach von der Ablenkung durch Spanien, machte sich aber vor allem Hoffnungen, Preußen würde im entscheidenden Augenblick an die Seite Österreichs treten, die süddeutschen Staaten könnten zum Abfall von Napoleon bewogen werden usw. Nichts dergleichen sollte eintreffen. Napoleon war über alles informiert. Was bei Hof vorging, berichtete Carl Heinrich Graf von Sickingen dem französischen Botschafter Andréossy. Der Marchese Federigo Manfredini wusste über alles Bescheid, was im Palais Erzherzog Alberts von Sachsen-Teschens und vor allem von Erzherzog Carl gesprochen wurde. Ein jüngerer, namentlich nicht bekannter Offizier, ergänzte die Informationen aus den militärischen Kreisen. Der französische Botschafter wurde auch von einigen Handelsherren informiert, dass der Krieg im März 1809 beginnen würde. Mitte Februar meldete der französische Botschafter, dass die Truppen Marschbefehl für den 15. März bekommen hätten. Dann reiste Andréossy ab. Der an seiner Stelle agierende französische Geschäftsträger, Marquis Dodun, berichtete noch von der Verschiebung des Angriffstermin auf den 10. April. Doch da hatte Napoleon bereits reagiert. Der große Nationalkrieg begann, aber der Kaiser der Franzosen war keinesfalls überrascht worden, wahrscheinlich nicht einmal dadurch, dass er Österreich ohne Verbündete vorfand. Er sah wieder ein klares Ziel vor sich und ging von der schon mehrfach bewährten Abfolge aus, die dann als eine Art Dogma für erfolgreiche Kriegführung in die Geschichte eingehen sollte: Zuerst zertrümmere man die feindliche Hauptmacht, dann besetze man die feindliche Hauptstadt und schließlich

diktieren man den Frieden. Es sollte nicht ganz leicht werden! Der Aufmarsch der Österreicher erfolgte in Böhmen und Innerösterreich, ein wenig außerhalb der permanent zu überblickenden Räume, allerdings auch abseits der guten Straßen. Der Grund dafür lag in der Absicht, näher an Preußen heranzukommen, um es vielleicht doch noch zur Teilnahme am Krieg zu bewegen. Vergeblich. Der Finanzminister aber verlangte, dass der Krieg so rasch wie möglich aus Österreich fort und auf feindliches Territorium geführt werden sollte, um die Kosten zu minimieren. Es sollte aber nicht nur die Hauptarmee nach Bayern in Marsch gesetzt, sondern auch ein Korps in Galizien konzentriert werden, da sich Russland auf die Seite Napoleons gestellt hatte. Außerdem sollte – was allerdings der Generalquartiermeister des österreichischen Heeres, Anton Mayer von Heldensfeld nicht vorgesehen hatte – auch eine kleine Armee von Innerösterreich aus nach Italien vorrücken. Das war nicht unumstritten. Mayer arbeitete seinen Operationsplan in der ersten Februarhälfte aus. Er hätte gerne alle disponiblen Kräfte bei der Hauptarmee versammelt. Für Kärnten und Krain sah er nur ein Armeekorps, das IX. vor, das zusammen mit dem in Salzburg und Tirol einrückenden VIII. Armeekorps die Hauptarmee nach Süden absichern sollte. Eine Vorrückung aus Tirol und Innerösterreich schien Mayer erst opportun, sofern die französische Hauptmacht im Donautal geschlagen worden war. Drei Tage später, am 8. Februar, bekam der Generalquartiermeister seinen Operationsplan von Erzherzog Carl im Wesentlichen bestätigt zurück. Allerdings hatte es eine wichtige Änderung gegeben: Das VIII. Armeekorps sollte nicht nach Salzburg, sondern nach Klagenfurt kommen und somit die Armee von Innerösterreich annähernd doppelt so stark werden lassen wie ursprünglich geplant. Sogar das der habsburgischen Hof- und Dynastiegeschichtsschreibung in besonderer Weise verpflichtete

Generalstabswerk „Kriege unter der Regierung des Kaisers Franz. Krieg 1809“ schreibt von Fehlentscheidung und macht dafür den Erzherzog Johann verantwortlich. Der hatte zumindest seinen Einfluss genutzt, um die vornehmlich an Tiroler Interessen orientierte Änderung zu erreichen. Doch außer ihm haben wohl eine ganze Reihe von Leuten eine Rolle gespielt, nicht zuletzt jene Offiziere, die Erzherzog Carl berieten und erklärten. Gegner des Generalquartiermeisters Mayer waren, nämlich der Generaladjutant des Erzherzogs, General Karl Graf Grünne und der ebenfalls in der Adjutantur des Erzherzogs tätige FZM Baron Maximilian von Wimpffen. Der Disput um den Aufmarschplan war damit aber noch lange nicht beendet. Drei Wochen vor dem gedachten Feldzugsbeginn wurde Mayer von Heldensfeld abgelöst und durch den farblosen Oberst Johann Prochaska ersetzt. Anschließend wurde auch der Aufmarsch der Hauptarmee abgeändert. Die Armee wurde ins Donautal zurückverlegt, wofür es einen plausiblen Grund gab: Preußen war als Bündnispartner nicht zu gewinnen gewesen, also hatte es auch keinen Sinn, möglichst weit nach Norden zu rücken und das französische Korps des Marschalls Davout an der Vereinigung mit den Truppen der Rheinbundfürsten und der französischen Hauptarmee hindern zu wollen. Doch nach dem alten Grundsatz: *ordre – contreordre entstand disordre*. Der Feldzugsbeginn musste um drei Wochen auf die zweite Aprilwoche verschoben werden, und somit gab man den Franzosen unerwartet viel Zeit, sich auf den neuen Krieg gegen Österreich vorzubereiten. Dennoch: Österreichs Streitmacht schien imponierend. Die k.k. Armee stellte 360.000 Mann ins Feld, davon 190.000 Mann bei der Hauptarmee an der Donau und hatte an noch nicht ausgebildeter Mannschaft weitere – wohl nur geschätzte – 300.000 Mann zur Verfügung, rund die Hälfte davon Landwehrtruppen, was freilich noch nicht viel zu

besagen hatte. Jedenfalls hatten die rigorosen Aushebungen, die Landwehr sowie die vielen freiwilligen Meldungen diesen Gesamtstand zur Folge, der weit höher lag als 1805. Und an der Spitze stand das habsburgische Haus soweit es marschfähig war oder zumindest nominell etwas hergab. Den Oberbefehl übertrug Kaiser Franz I. seinem Bruder Erzherzog Carl und übernahm ihn erst Mitte Juli 1809 persönlich. Die Armee von Innerösterreich befehligte Erzherzog Johann. Das 5. Armeekorps stand unter dem Befehl des Erzherzogs Ludwig; das 7. Korps in Polen bekam Erzherzog Ferdinand d'Este; Erzherzog Maximilian d'Este wurde zum Feldartilleriedirektor gemacht und ihm schließlich die Verteidigung Wiens übertragen; Erzherzog Anton Viktor, als Hoch- und Deutschmeister Nachfolger von Erzherzog Carl, war Oberstzeugmeister. Um die inneren Angelegenheiten sollte sich Erzherzog Rainer kümmern, und der General der Kavallerie Erzherzog Josef befehligte die ungarische adelige Insurrektion. Das war aber nun nicht nur so zu werten, dass irgendwelche Agnaten des Herrscherhauses ein nominelles Kommando führen sollten. Die Hauptarmee und die beiden separat operierenden Heereskörper in Italien und Galizien waren jeweils Erzherzögen unterstellt, denen wohl bewusst war, was dann Erzherzog Carl auch seinem Bruder Johann schrieb: Es geht um das Schicksal des Hauses. Obendrein und nicht außer Acht zu lassen war, dass diese Art der Befehlsführung auch ein Signal an die Untertanen war: Das Herrscherhaus verknüpfte sein Schicksal mit dem des Reiches und seiner Völker. Der Einsatz des Erzhauses war von langer Hand vorbereitet worden, denn Erzherzog Johann, beispielsweise, waren schon im Oktober 1808 die bei den Polizeidirektionen Innerösterreichs neu eingerichteten Kundschaftsbüros unterstellt worden, damit man möglichst viel über die Truppen des Vizekönigs von Italien,

Eugène Beauharnais, in Erfahrung brachte. Johann wusste um die Vorbereitungen zur Erhebung Tirols und hatte auch schon ab dem Jänner 1809 darauf gedrungen, die innerösterreichischen Länder und die wenigen Österreich verbliebenen Küstenregionen nicht bloß zu schützen; er wollte regelrecht Krieg führen – angreifen. Am 15. Februar legte er ein wohl von seinem Generalquartiermeister ausgearbeitetes Memoire vor. „Italien ist der Zweck, der mir vorgesetzt ist“, hieß es darin. „In Kärnten werden die Streitkräfte sich sammeln, gleich fähig, nach Tirol durch das Drau- und Gailtal oder nach Italien durch die Pontebba und den Predil einzubrechen... Den Feind schlagen, das Venetianische und Tirol räumen, bis an die Etsch vorgehen, Südtirol halten, die Straße des Brenners öffnen und sichern. Was dann zu geschehen hat, ist bis dahin lang noch Zeit zu bestimmen“.

Am selben 15. Februar trat Erzherzog Johann sein Kommando an. Er hat sich nachträglich wohl nicht dazu geäußert, ob er sich um die Befehlsführung gerissen hat, doch es war eigentlich eine Selbstverständlichkeit, dass er ein hohes Kommando übernahm, in diesem Fall das über die zweitwichtigste Streitmacht der Habsburgermonarchie im Nationalkrieg 1809. Da Johann an der Aufstellung der Landwehr maßgeblich beteiligt gewesen war und alle Hoffnung in sie setzte, er außerdem beim geplanten Aufstand in Tirol eine wesentliche Rolle spielen sollte, war es eigentlich nur logisch, dass er ins Feld rückte. Militärisch war er weitgehend unerfahren. Und die wenigen Monate, die er als 18jähriger ein eigenständiges hohes Kommando innegehabt hatte, endeten im Dezember 1800 mit der Schlacht von Hohenlinden und einem Desaster. Aber – und das sollte ja letztlich ausschlaggebend sein – auch und besonders Johann sollte ja nicht das operative Geschäft erledigen, sondern präsent sein. Der Mann, auf den es militärisch weit mehr ankam, war der Generalquartiermeister der

Armee von Innerösterreich, Oberst Laval Graf Nugent. Seiner Herkunft nach Ire, militärisch durchaus versiert; kein Genie. Die Armee von Innerösterreich setzte sich also aus zwei Armeekorps zusammen, dem 8. unter dem Feldmarschallleutnant (FML) Johann Gabriel Marquis du Chasteler de Courcelles, der aus dem Hennegau stammte, und dem 9. Armeekorps unter dem Banus von Kroatien, FML Ignaz Graf Gyulai. Das VIII. Korps zählte in zwei Divisionen 24.500 Mann Infanterie und 2000 Reiter; das IX. Korps hatte in drei Divisionen 22.200 Mann Infanterie und ebenfalls rund 2000 Reiter. Nun wurden auf die Armee aber auch 34.600 Mann Landwehr und Reservetruppen gezählt, also alles, was es an Steirischer, Kärntner, Krainer und Küstenländischer Landwehr gab, die Triestener und Adelsberger genauso wie die Klagenfurter, Villacher, Grazer, Marburger und Cillier Landwehrbataillone, und das fettete die Gesamtzahl gewaltig auf, ja verdoppelte sie fast. Folglich wurde die Armee von Innerösterreich mit rund 80.000 Mann angegeben, einer Streitmacht also, die durchaus zu Hoffnungen berechtigte. Kärnten, das seit 1. August 1804 kein selbständig verwaltetes Land mehr war, sondern dem Gubernium in Graz unterstand, hatte wenigstens bei der Landwehr wieder seine Eigenständigkeit erreicht und stellte fünf Bataillone. Allerdings mussten gleich wieder ein paar Tausend heimgeschickt werden, da sie unbewaffnet und nicht ausgerüstet waren, und offenbar auch nichts vorhanden war, um die Defizite auszugleichen. Auch in Kärnten hatten sich Aristokraten, die zumindest eine gewisse Kriegserfahrung hatten, als Kommandanten der Landwehrbataillone gemeldet, mehr sogar, als dann Bataillone aufgestellt wurden: Ferdinand Reichsgraf von Ursenbeck-Massimo (1. Klagenfurter Bataillon), Anton von Leiß (2. Klagenfurter Bataillon), Douglas Graf von Dietrichstein (3. Klagenfurter Bataillon), Johann Graf Sardagna (1. Villacher Bataillon), Hieronymus Graf Lodron (2. Villacher Bataillon). Nicht alles

war reibungslos gegangen, denn der Bezirkskommissar Joseph Freiherr von Aichelburg und zwei Offiziere des Villacher Kreises hatten beispielsweise im Oktober 1808 gleich wieder um ihre Entlassung aus der Landwehr angeucht, weil ihnen die für sie vorgesehenen Oberleutnantsstellen zu gering waren. Sie wollten Hauptleute und Kompaniekommandanten werden, obwohl sie keinerlei militärische Erfahrung hatten. Im Jänner wurde ihnen der Austritt tatsächlich genehmigt, wobei vor versammelter Mannschaft ein Tagesbefehl verlesen wurde, der besagte, die drei Herren hätten ihre Stellung nicht als Auszeichnung verstanden und zu schätzen gewusst, daher würden sie als dauerhaft unwürdig erklärt werden, eine Stellung innerhalb der Landwehr zu bekleiden. Die Kärntner Bevölkerung hatte gegen die Einreihung zur Landwehr keinen nennenswerten Widerstand geleistet. Nur in Bleiburg und in Kappel am Krapfeld waren die Bauern ausfallend geworden. Jedenfalls war die Bereitschaft, sich bei der Landwehr einreihen zu lassen, weit größer als die, sich in die Aushebung zur regulären Armee zu fügen. Das gewisse Zögern, sich mit dem Militärdienst anzufreunden, sollte durch freiwillige Meldungen kompensiert werden, so in Klagenfurt, wo Bestrebungen im Gang waren, aus Gymnasiasten eine eigene Kompanie zu bilden. Kaum formiert, mussten die jungen Herren aber auch schon wieder über Intervention ihres Gymnasialpräfekten entlassen werden. Auch die Aufstellung eines Knapenbataillons scheiterte an Einsprüchen. Wohl aber erhielt Anton Graf von Triangi von Erzherzog Johann den Auftrag, aus geflüchteten Tirolern in Kärnten ein Freiwilligen Bataillon zu bilden. Unter den Geflohenen war auch der Schützenhauptmann Martin Teimer. Die Kärntner Landwehr ging am 1. März 1809 an ihre Musterplätze ab, angeblich, um an einer zweiwöchigen Übung

teilzunehmen. Das hatte auch seine Logik, denn die Landwehr war bis dahin weitgehend ungeübt. Bestenfalls hatte jeder Mann vier „ärarische“ Schuss abgegeben. Mehr Munition war nicht vorhanden gewesen. Erzherzog Johann schob die Schuld an der schlechten Organisation und mangelnden Ausbildung auf den für Innerösterreich zuständigen Grafen Saurau und meinte, das in seiner „Feldzugserzählung“ über das Jahr 1809 umso mehr hervorheben zu sollen, da andere Teile der Vorbereitungen, für die Feldzeugmeister (FZM) Baron Kerpen zuständig gewesen war, klaglos funktionierten. In Kärnten war man bei der Aufstellung der Landwehr also sehr viel weniger engagiert gewesen als etwa in Wien, wo die sechs Landwehrbataillone seit dem Herbst 1808 praktisch jedes Wochenende geübt hatten und sich tatsächlich als hoch motiviert und militärisch durchaus verwendbar zeigten. Wäre es also zulässig, den vaterländischen Krieg des Jahres 1809 als einen Waffengang der Bildungsbürger zu bezeichnen? Die Bildungsbürger waren wohl auch die ersten Adressaten der „Vaterländischen Blätter“. Sie waren es, die den Fortgang des Aufstands in Spanien verfolgten, die sich von der deutschen Frühromantik angesprochen fühlten und denen am ehesten eine Art historischer Mission einleuchtete. Für die ländliche Bevölkerung galt anderes. Da galt die Bindung an die Grundherrschaft und vor allem eine auch von den Franzosen immer wieder hervorgehobene bedingungslose Treue gegenüber dem Herrscherhaus. Diese gefühlsmäßigen Faktoren zählten denn auch weit mehr, als dass Verweise auf den Bellizismus des Kaisers der Franzosen und die Schattenseiten der französischen Herrschaft den kriegerischen Sinn angesponnt hätten. Doch das Kriegführen war dann so eine eigene Sache. Die Kärntner Landwehr war in fünf Bataillone gegliedert, drei Klagenfurter und zwei Villacher Bataillone, und wurde mit insgesamt 5573 Mann angegeben. Ein Fünftel

wurde - wie erwähnt - wieder nach Hause geschickt, da es für sie keine Gewehre gab; verblieben somit rund 4000 Kärntner Landwehrmänner. Wie ihre Bewaffnung und Uniformierung ausgesehen hat, ist wohl kaum genau feststellbar. Unter Zugrundelegung der in Salzburg festgestellten Verhältnisse dürfte es aber eine recht bunte Bewaffnung gegeben haben, und uniform war auch sehr wenig. Die Landwehrmänner dürften oft nur ihre Zivilkleidung getragen haben, irgendeine Joppe, Hut, Leibel, Hose, Strümpfe und die eigenen Schuhe, letzteres besonders problematisch, da sie nicht für lange Tragzeiten und vor allem lange Märsche geeignet waren. Gerade in Kärnten mit seiner florierenden Textilindustrie und seiner berühmten Lodenmanufaktur hätte es eigentlich keinen Mangel an Bekleidungssorten geben sollen, doch der Loden ging hauptsächlich in die Militärgrenze, und die Moros in Viktring kamen wohl auch kaum nach, die für die reguläre Armee bestellten Uniformstoffe zu liefern. Letztlich war alles eine Frage des Geldes. Als absolut positiv zu werten war aber sicherlich, dass die Landwehrmänner einer ärztlichen Untersuchung zugeführt wurden, für viele wahrscheinlich das erste Mal, dass sie auf alle möglichen Gebrechen hin angesehen wurden. Und tatsächlich stellte man relativ viele Erkrankungen fest, darunter - besonders auffallend - viele Hodenbrüche. Doch meistens hieß es wohl auch in diesen Fällen: „tauglich“ zum Dienst in der Landwehr. Ob die Innerösterreichische Landwehr auch außerhalb des Landes verwendet werden durfte, wurde zwar überlegt, doch bald erübrigte die Frage: Alle fünf Kärntner Bataillone (allerdings um die zu den Reservetruppen abkommandierten Kompanien reduziert, folglich nur etwas über 3000) gingen nach Tirol ab. Es herrschte Mangel an Chargen, Unteroffizieren und besonders an Offizieren. Für erstere galt das Schreiben und das Lesen als wichtiges Kriterium - denn schließlich mussten ja auch

immer wieder schriftliche Meldungen erstattet werden. Für die Offiziere kamen noch militärische Mindestkenntnisse dazu. Zum Schluss war sogar über physische Gebrechen hinweggesehen worden, sofern sich nur überhaupt jemand meldete. Am 3. April weithte der Fürstbischof von Gurk, Franz II. Xaver Altgraf von Salm-Reifferscheid, die Fahnen. Dann marschierten die Landwehrbataillone auf dem Neuen Platz in Klagenfurt auf und defilieren vor dem Kommandanten des 8. Armeekorps, FZM Chasteler und dem Kommandanten der 3. Landwehrbrigade, Generalmajor Franz Ritter Fenner von Fenneberg. Anschließend rückten sie nach Tirol ab. Statt ihnen wurde die Steirische Landwehr dem 8. Armeekorps zugeteilt und füllte dessen Stände auf. Die Grazer, Brucker und Judenburg Landwehr hatte sich, wieder ausgenommen jene Teile, die zu den Reserveanstalten abkommandiert wurden, in Klagenfurt zu konzentrieren. Das machte natürlich insofern Sinn, als der militärische Einsatz von Menschen in ihrer engeren Heimat ja immer auch dazu verleitete, sich - wie das dann Gottfried Seume so plastisch ausdrückte - „seitwärts in die Büsche“ zu schlagen; oder aber mathematisch und positiv ausgedrückt: Die Tapferkeit wächst mit dem Quadrat der Entfernung von zu Hause. Das galt auch 1809. Die beiden Armeekorps, denen die Innerösterreichische Landwehr zugeteilt wurde, hatten ihren Aufmarsch im Wesentlichen schon Mitte März beendet. Das 8. Korps (Chasteler) versammelte sich im Raum Villach; das 9. Armeekorps (Gyulai) in Laibach, Präwald und Občina, reichte also bis in den Raum Triest. Wie generell in der Armee war der große Anteil von Soldaten aus der Militärgrenze auffallend. Sie stellten zumindest ein Drittel, manchmal auch die Hälfte der Soldaten und würden, das war voraussehbar, wohl wieder an den Brennpunkten eingesetzt werden. ■

Der zweite Teil folgt in der nächsten Ausgabe.

Un grand merci pour cet article, que j'ai reçu de Frank Grognet de l'ABN.

La propagande napoléonienne.

Ce qu'il convient de qualifier de « Culte de Napoléon » s'est forgé en premier lieu au feu des campagnes militaires dont les récits exaltent son génie et la grandeur de l'Armée. Très rapidement, Bonaparte a compris l'intérêt d'utiliser ses victoires pour bâtir son personnage et développer son influence. Devenu Empereur, la propagande continue d'accompagner son action. Au même titre qu'il a instauré une économie et une politique dirigées, Napoléon impose de la sorte la direction que doit prendre la vie intellectuelle des Français au travers des arts, de la culture et de l'information. Cette propagande va toucher toutes les strates de la population française.

Association Belge Napoléonienne

L'envol de l'Aigle

Napoléon a usé et abusé de ses victoires militaires pour susciter l'admiration des Français. C'est en Italie qu'il fait ses premières armes dans le domaine de la propagande. Elle trouvera un relais sous l'Empire dans les fameux « Bulletins de la Grande Armée ».

La première campagne d'Italie permet au Général Vendémiaire de quitter son anonymat¹. C'est au cours de cette campagne qu'émerge ce qu'il convient d'appeler « la guerre de propagande » au sens actuel du terme, ainsi que la naissance de la légende politique napoléonienne. Ce qui revient en mémoire au souvenir de cette époque est certainement cet étonnant appel au pillage que le jeune général aurait déclamé à ses troupes en guenilles et qui marquera tant de

générations: *Soldats, vous êtes nus, mal nourris. [...] Je vais vous conduire dans les plus fertiles plaines du monde. De riches provinces, de grandes villes seront en votre pouvoir; vous y trouverez honneur, gloire et richesse.*

Ces victoires d'une armée en hailons qui doit, à l'origine, n'avoir qu'un rôle de diversion au profit de l'Armée du Rhin, mettront à genoux l'Empire autrichien. Elles serviront également de socle à l'installation de la légende napoléonienne. En effet, dès les premiers succès, le général a compris l'intérêt de travailler l'opinion publique afin d'apparaître comme l'homme providentiel. Mais comment faire connaître dans la France entière ces exploits extraordinaires ? Pour ce faire, des gravures illustrant ses prouesses militaires envahissent le pays. Il fonde, le 20 Juillet 1797, le journal « Le courrier de l'Armée d'Italie » puis, le 10 août, « La France vue de l'Italie », dont les diffusions à grands tirages vont inonder le territoire. Bonaparte y travaille son image. Il se magnifie, exaltant son énergie au travail, son génie militaire et politique, dans un style qui n'est pas sans rappeler certains héros de l'histoire antique. Les grands thèmes du mythe napoléonien sont déjà en place. En Italie, il est fêté comme le héros de la Révolution. Pendant qu'il fait l'apprentissage du pouvoir et de la renommée à Milan, capitale de la nouvelle fédération de la République Cisalpine qu'il vient de créer, il fait fi des injonctions du Directoire. Mais que peut faire ce dernier contre le seul homme dont les exploits servent encore, pour un temps, sa gloire ? Cet appareil de propagande suivra dorénavant le général dans toutes ses campagnes, de l'Égypte jusqu'en Belgique.

Les « Bulletins » de la Grande Armée

Véritable organe de propagande de l'armée et de son chef, les «

Bulletins », créés sous l'Empire, retracent de façon succincte les batailles et mettent en avant les capacités militaires de Napoléon et de son armée. Y être cité nommément, ou l'être par l'intermédiaire de son régiment, est un honneur recherché, voire jaloué.

Dictés directement par l'Empereur, les « Bulletins » sont transmis au journal Le Moniteur dont les articles sont par la suite repris par les autres journaux. Ces « Bulletins » doivent expliquer aux soldats les opérations auxquelles ils ont participé. Le but n'est pas de refaire point par point l'évolution tactique de l'engagement, mais de générer un sentiment de fierté d'avoir concrétisé le chef-d'œuvre militaire de leur maître. Cette fierté fait d'eux de parfaites caisses de résonance du génie de leur chef.

Mais les « Bulletins » doivent également renforcer le moral des civils. Pas un Français ne doit échapper à la lecture des victoires de l'Empereur. Ils sont lus dans les lycées, dans les théâtres, dans le moindre village de l'Empire. Leur diffusion fait l'objet d'une véritable mise en scène orchestrée par le ministère de l'Intérieur.

Leur arrivée, nous dit un préfet, devra être annoncée par les sons de cloche. Le maire en donne immédiatement lecture devant la population qui se l'entend répétée le dimanche suivant lors de l'office par le curé. Et le préfet de terminer ainsi : Les citoyens sont invités à ne considérer comme certains que les faits annoncés par les bulletins déjà publiés et à ne donner foi aucune aux nouvelles hasardées que la malveillance ou l'oisiveté peuvent colporter.

Enfin, ces « Bulletins » sont également destinés à imposer à la postérité le souvenir de l'Histoire, tel que souhaité par Ce serait une erreur de sous-estimer l'impact qu'ont eu ces « Bulletins

¹ Bien que, dès 1793, des gravures circulaient déjà, honorant le héros de Toulon.

l'Empereur². » sur la population française. Tant que les armées impériales sont victorieuses sur les champs de bataille européens, les Français y puisent un sentiment de fierté que l'expression populaire « menteur comme un Bulletin » ne semble pas troubler.

La manipulation des bulletins

Ces « Bulletins », rédigés sous la dictée de l'Empereur, annoncent aussi bien les victoires que les défaites, même si celles-ci sont annoncées parfois de façon prématurée. Il ne s'agit pas tant de mentir aux Français que de manipuler la vérité afin de cacher l'ampleur des réalités. Les récits ne sont nullement objectifs et les pertes françaises généralement revues à la baisse pour l'opinion publique. Les manipulations répondent à différentes attentes.

Les « Bulletins » doivent bien évidemment mettre en avant les exploits militaires de l'Empereur, qui ne manquent certes pas au cours de ses nombreuses campagnes. Mais son image doit passer avant celle d'autres officiers. Ainsi le bulletin du 15 octobre 1806 relatant la victoire d'Iéna laisse-t-il dans l'ombre l'exploit de Davout à Auerstaedt qui a mis en déroute une armée saxonne trois fois plus nombreuse. Ils peuvent aussi passer sous silence certains événements dont l'impact pourrait s'avérer négatif, en ne mettant à l'avant que les succès. En 1805, par exemple, la victoire d'Austerlitz supplante le désastre de Trafalgar. Ou encore l'annonce de la victoire d'Eylau qui se garde bien de décrire les conditions réelles de la bataille.

Avec les premières défaites, les « Bulletins » deviennent plus laconiques. La raison de la défaite de Leipzig en 1813 serait due, nous dit le « Bulletin », à la faute d'un caporal qui aurait fait sauter un pont prématurément.

Jusqu'en 1814, le moral des Français reste bon. Avec l'invasion du territoire, la magie n'opère plus. La trop longue opération de manipulation des esprits, proche de l'endoctrinement, menée tout au long du règne, n'y est certainement pas étrangère.

Une culture dirigée

Très tôt Napoléon comprend l'utilité de l'art comme média pour cultiver son personnage de héros populaire. Par ce biais, déjà traditionnellement utilisé par les souverains de l'Ancien Régime, il trouve le moyen de façonner son histoire et de bâtir son image ou, tout au moins, celle dont il veut que son peuple ait connaissance.

Pour relayer cette image encore fragile, il lui faut s'appuyer sur les œuvres picturales, les publications journalistiques, poétiques ou théâtrales, expurgées de tout élément perturbateur.

L'épée et le pinceau

Dans un premier temps, Napoléon est confronté au classicisme auquel sont habitués les artistes. C'est la raison pour laquelle cette propagande par l'image est longue à se mettre en place. Les premières œuvres représentent Napoléon sous les traits de héros mythologiques. Cet art, qu'il qualifie lui-même de trop allégorique, demeure difficilement compréhensible, pour ne pas dire hermétique, pour la majorité des Français.

Aidé par Dominique Vivant Denon, directeur des Musées, Napoléon instaure un véritable art d'État, un mécénat à la gloire du régime impérial. Faisant appel à des artistes en vue qu'il paye bien, il s'immisce au plus profond des œuvres, va jusqu'à commenter et imposer aux artistes les scènes devant être peintes, mais également comment celles-ci doivent être organisées. La sublimation du héros suit une évolution dans ses

représentations qui doivent conduire à une quasi-déification.

Le *Bonaparte au Pont d'Arcole*, peint par Gros, représente encore le héros de la Révolution. Le jeune général, cheveux aux vents, brandissant le drapeau de la quatrième demi-brigade d'infanterie de ligne, marche à la tête de ses hommes, décidé à en finir avec ces damnés Autrichiens.

Durant les trois jours qu'a duré la bataille, le général ne démerite pas. En ce sens, le tableau retranscrit parfaitement son courage et sa détermination. Mais ce qu'il ne montre pas, en revanche, est le fait que le pont n'a jamais été franchi par les troupes françaises et qu'assailli par les feux ennemis, le général est tombé dans le canal qu'enjambe le pont. La toile reste une œuvre qui impose, bien avant l'ère moderne, le pouvoir de l'image.

Déjà à cette époque, les gravures de la traversée du pont s'arrachent, faisant de l'ancien Général Vendémiaire le héros de la France.

À l'issue de la seconde campagne d'Italie, le Premier Consul dira à David : « Peignez-moi calme, sur un cheval fougueux », pour commémorer le *Bonaparte franchissant le Grand-Saint-Bernard*. La référence aux illustres prédécesseurs y apparaît clairement au bas de l'œuvre : Charlemagne et Hannibal.

Avec le *Bonaparte visitant les pestiférés de Jaffa* transparaît véritablement pour la première fois, l'aspiration divine. Gros représente le Général Bonaparte, ému, touchant les écrouelles de ses malheureux soldats frappés par la peste lors du siège de Jaffa, pendant la campagne d'Égypte. Par cette œuvre, l'auteur lui approprie les qualités vertueuses des rois de France qui, dit-on, avaient le pouvoir de guérir par le simple toucher.

² Jean Tulard l'a fait remarquer en écrivant : Il serait dangereux d'écrire l'histoire militaire à partir des « Bulletins ». Napoléon ne s'y raconte pas, il s'y drape pour ses contemporains et pour la postérité.

À la *remise des Aigles*, peinte par David, Napoléon devient le gendre des Césars, dans une scène aux inspirations antiques. En 1804, il devient un élu de Dieu, dont la consécration est donnée par la cérémonie du Sacre. La République s'efface devant la Monarchie de droit divin. C'est tel un Dieu que le représente le peintre Mauzaine, gravant le Code Civil sur les tables de Loi. Ces mêmes lois qu'il imposera à l'Europe. « L'Empire romain imposait ses lois aux peuples vaincus, dira-t-il, pourquoi la France n'en ferait pas autant ? »

Mais si Napoléon s'est attaché à cette grandeur, il n'en délaisse pas pour autant ses rapports avec le peuple.

Un « Dieu » à visage humain

Cette propagande, dont l'unique objet vise la gloire d'un seul homme, s'emploie également à faire naître des liens entre l'homme d'État, d'apparence inaccessible, et la population à laquelle il reste attaché.

C'est une fois de plus dans le cadre de l'armée que l'Empereur est perçu comme un homme proche de ses soldats. Par eux, il fait le lien avec la population dont ils sont issus. Les tournées de bivouac, illustrées par le tableau *Napoléon au bivouac, la veille de la bataille de Wagram* d'Adolf Roehn, sont fréquentes. Napoléon s'adresse à ses hommes de façon familière. Ce n'est pas tant l'armée que l'ensemble des Français qu'il faut convaincre du caractère d'un homme qui commence à être présenté sous une image détestable par les Alliés.

Napoléon sur le champ de bataille d'Eylau, tableau peint par le baron Gros, nous donne un aperçu de cette humanité. Regardant autour de lui et ne voyant que mort et désolation,

l'Empereur demande que l'on secoure tous les blessés, qu'ils soient français ou russes. Un soldat russe, reconnaissant, s'agenouille devant son cheval.

Il s'agit d'amener le citoyen à un état de communion et de dévouement avec le chef de l'État. Mieux, il convient de convertir et de faire naître une foi totale en sa personne, en cet individu qui ne peut plus rien avoir de commun avec le simple mortel et qui devient légendaire. En glorifiant son armée, c'est lui-même qu'il magnifie. Il est donc nécessaire de lui rendre également hommage, le cas échéant jusqu'au sacrifice ultime. Le dévouement de l'armée est d'autant plus amplifié que le soldat de base ressent que son chef partage ses risques en allant au combat. Il subit également ses épreuves lors de la retraite de Russie. Ce côté si humain le rend insaisissable. Ce grand héros est capable de pleurer sur le sort de ses hommes.

L'Empire tient aux victoires du maître. A une époque où la vie économique et sociale est rythmée au son des canons de l'hôtel des Invalides, toute fausse note comporte des risques. Les images sont là pour rappeler et entretenir la gloire qui peut, pour un temps, faire défaut. Mais le seul juge demeure l'opinion du peuple.

Napoléon et les Français

Comme nous l'avons écrit précédemment, en 1799 le pouvoir était à prendre, mais encore fallait-il le conserver. Pour y parvenir il fallait amener les Français à reconnaître en Bonaparte l'homme providentiel. En introduisant sa propagande au cœur de la vie de tous les jours, Napoléon entreprend une manipulation des esprits vers une pensée dirigée, unique, qui touche les Français à tous les stades de leur vie.

L'Empereur à l'école

Ce travail de l'esprit pour être efficace doit débiter très tôt chez les jeunes Français. Une première organisation des écoles élémentaires a d'ailleurs poussé les parents à retirer leurs enfants des écoles publiques pour les placer dans des établissements privés. Le 10 mai 1806, l'Empereur consacre le monopole de l'enseignement public en réservant le droit d'enseigner à l'Université impériale³.

Les efforts les plus significatifs portent sur l'école secondaire et supérieure qui doivent constituer la Nation en fournissant des cadres inféodés au régime et à l'Empereur, à l'armée et à l'administration. Une discipline toute militaire ne règne-t-elle pas dans les lycées ?

Une large place est faite à l'éducation civique et morale. Mais l'Empire s'appuie également sur l'Église pour inculquer ses valeurs. Les membres du clergé sont amenés à répandre ce que l'on va appeler le *catéchisme impérial*.

Le catéchisme impérial

L'Empire voudra exploiter, plus encore que la monarchie d'Ancien Régime, le clergé et le sentiment religieux des Français. Les hommes d'Église, attachés au régime par un serment de fidélité, doivent constituer des agents de l'État au cœur des villes et villages, confortant la légitimité du régime.

Astreints à prier pour le salut de l'Empereur, ils ont pour tâche, outre la lecture des exploits militaires de l'armée, de faire accepter à la population, comme devoirs religieux, le respect des lois et de la politique impériale qui, de plus en plus, fait peser sur la population le poids de l'impôt et de la conscription. Achievé dès septembre 1803, par l'Abbé d'Astor, neveu de Portalis, adopté par décret en

³ « Il sera formé, sous le nom d'Université impériale, un corps chargé exclusivement de l'enseignement et de l'éducation publiques dans tout l'Empire. ». (Loi du 10 mai 1806)

1806, le *catéchisme impérial* doit enseigner les obligations des chrétiens envers l'Empereur. On y trouve des thèmes tels que l'inégalité sociale et la misère qui ont été voulues par Dieu.

Napoléon dira lui-même qu'il ne voit pas « dans la religion le mystère de l'incarnation, mais le mystère de l'ordre social ». La religion devient un instrument au service du pouvoir, à la gloire d'un seul homme, qui va jusqu'à instaurer, le 15 août, date anniversaire de sa naissance, la *Saint Napoléon*.

Ce catéchisme est d'autant plus efficace qu'il bénéficie de l'appui d'une grande partie du clergé qui est sorti de la Révolution divisé et affaibli. Soucieux de retrouver un rôle et de se réimplanter dans certaines régions déchristianisées, le Pape Pie VII et l'Église suivent les intentions impériales, même si cette politique conduit à aggraver les conflits entre ces deux hommes.

Véritables auxiliaires du pouvoir, les membres du clergé contribuent à créer et à répandre la légende impériale en se faisant le relais de sa propagande.

Notons toutefois que le catéchisme ne recueillera pas l'approbation de tous, notamment l'évêque de Bordeaux, l'Ouest très catholique et la Belgique qui affirmeront leur opposition. L'aggravation du conflit entre le Pape et l'Empereur affaiblira également le soutien d'une partie du clergé au fil des ans.

L'Aigle et la plume

La presse représente l'autre terreau de la propagande populaire. Les expériences en Italie et en Égypte font prendre conscience à Bonaparte de l'importance de l'outil de presse comme vecteur de la propagande d'État. Mais encore faut-il briser toute opposition et contestation. Le tour de force est de réussir à museler la presse d'opposition en conservant à ce qu'il faut bien appeler la *presse d'État*, un caractère légitime. La censure, instaurée en 1803 pour la

presse quotidienne, par la création d'une commission de censure, est généralisée en 1810. Dans chaque journal sont imposés un rédacteur en chef et un censeur nommés par le gouvernement. Le Moniteur devient l'organe de presse officiel, source d'inspiration des autres publications.

La presse est dépolitisée et tenue sous l'entier contrôle de la police. Napoléon s'en explique devant le Conseil d'État le 11 avril 1809. De nombreux journaux sont interdits. Les imprimeurs ont l'obligation de ne rien imprimer de contraire au devoir envers le souverain et à l'intérêt de l'état. La formation de l'opinion publique peut se faire avec d'autant plus de facilité que le caractère privé des publications donne aux journaux une apparente autonomie que ne permet pas un journal gouvernemental.

C'est une même réorganisation qui secoue le milieu du théâtre. Sous le prétexte de refondre une activité, dont l'organisation anarchique entraîne de nombreuses faillites, l'Empereur en limite le nombre et en fixe le répertoire.

Ce contrôle s'étend à tous les milieux culturels : musique, architecture (colonne Vendôme, Arc de Triomphe), littérature... De l'école à la littérature, le contrôle impérial permet de modeler les esprits.

Mais ici encore il faut nuancer : si le paysan est plus facile à convaincre, il n'en est pas de même du notable. Or c'est sur lui que s'appuie l'Empereur. C'est la défection des notables qui le conduira à l'exil. Mais ce sont ces mêmes élites qui contribueront à redorer l'image d'un Empire presque idéal dans une France monarchique morose.

Le culte du héros

Pendant quinze ans, Napoléon a façonné l'esprit des Français, des plus jeunes aux plus anciens, dans tous les domaines pouvant servir à magnifier son image. Le culte du héros dont il fait l'objet se maintiendra jusqu'à l'invasion de

la France et la première abdication. Mais de cette petite mort renaîtra un mythe plus puissant, celui d'un homme trahi, martyr glorifié des vainqueurs de la France.

La légende noire

Dès le jour où ses ambitions et ses succès ont commencé à s'afficher en France et en Europe, Napoléon a été la cible d'une contre propagande de la part de ses ennemis. Ainsi, dès la campagne d'Italie, certaines gravures commencent à circuler, diabolisant la Révolution et son pourvoyeur. Dans une Europe encore très attachée aux valeurs religieuses, le jeune général apparaît sous les traits d'un antéchrist. Cette contre propagande n'a toutefois que peu d'impact, par sa diffusion limitée mais également grâce à la présence d'esprit de Bonaparte qui, contrairement aux ordres du Directoire, refuse de marcher sur Rome. C'est surtout à la fin de l'Empire, alors que le temps des crises offre un terreau favorable à la levée des esprits contre l'usurpateur, que se développe la légende noire, dont subsisteront des éléments au cours du XIXe siècle : celle de l'ogre corse. Cette contre propagande est diffusée dans une population française qui, vers la fin de l'Empire, s'est lassée des guerres répétées, de moins en moins victorieuses et des levées de conscrits. Commencé lors de la guerre d'Espagne, le détachement vis-à-vis de l'Empereur ne fait que s'accroître après 1813. « C'est le commencement de la fin », dira Talleyrand !

La légende noire fait de l'Empereur un *dévoreur de conscrits* selon l'expression consacrée. On le présente côtoyant la grande faucheuse qui le suit sur son cheval, Napoléon lui indiquant où elle doit frapper.

Quelle est la réaction de la population à cette contre propagande ? La légende noire s'oppose à plus de quinze ans de propagande impériale ; elle ne parvient que temporairement à

éclipser la grandeur napoléonienne du cœur des Français et n'a qu'un effet relatif dans la chute du régime. « Ce qui m'importe, c'est l'opinion du gros paysan » disait Napoléon.

Il est vrai que la masse des Français est facile à manipuler. Après le désastre russe, présenté comme un accident, Napoléon obtient du pays les moyens de reconstituer l'armée de 1813. Le prestige des troupes impériales est encore si important que Napoléon peut émettre des conditions drastiques pour le recrutement au sein de la Garde, élite parmi les élites, qui attire beaucoup de jeunes gens ambitionnant de revêtir l'uniforme d'un de ces corps.

En 1814, alors que le territoire est envahi et que les réfractaires se multiplient, l'Empereur lève quantité de Marie-Louise⁴ qui pallient leur inexpérience par une rage de vaincre au cri de *Vive l'Empereur !*

Si la ponction de la conscription est sévère, elle s'exerce dans un pays en pleine croissance. La population française passe de 29,1 millions en 1800 à 29,5 en 1805 et 30,3 millions en 1815. Les pertes pour le Consulat et l'Empire sont estimées entre 840.000 et 970.000 hommes dont un peu plus de 600.000 Français. Au total c'est l'équivalent d'une année de naissance qui a été perdue.

L'esprit des citoyens reflète des ambiguïtés. « À bas la guerre, Vive l'Empereur » côtoie « Napoléon peut faire la Paix, mais il ne le veut pas ». En cette fin de règne, deux images se superposent dans l'esprit des Français : celle d'une France envahie et celle d'une France glorieuse, rabâchée par la propagande impériale. Celle-ci n'empêchera pas l'effondrement de l'opinion publique. Ce seront les notables, sur qui Napoléon s'est appuyé depuis 1799, en leur accordant

une Constitution garantissant la propriété, des avantages pour l'industrie, et ayant fait des Français une main d'œuvre docile, qui feront défection à la fin du régime, entraînant avec eux le reste de l'opinion publique.

La dernière victoire

Après son abdication, tout a été écrit sur Napoléon, en des termes violents à l'excès. L'ogre a été emmené par le diable dans son île, réjouissait les partisans de la nouvelle monarchie. Mais cette curée, paradoxalement, est bénéfique à Napoléon. Alors qu'il aurait mieux valu pour les Bourbons que s'efface le souvenir de l'Empereur, il n'en est rien et Napoléon est suffisamment habile pour exploiter cette maladresse. La chute de l'Empire a ouvert le marché français aux produits britanniques. Il en est inondé, alors que le cocon protectionniste du Blocus continental en avait préservé l'Europe. S'ensuivent crise économique et chômage. Les Français se remettent à rêver de l'époque glorieuse de l'Empire où les salaires étaient élevés et le prix du pain bas, en écartant plus ou moins inconsciemment les crises de 1810-1811. Les héros de la Grande Armée, licenciés de l'armée royale, se font les nouveaux propagandistes et passent leur inactivité à raconter les événements glorieux qu'ils ont vécus avec l'Empereur. En moins d'un an, jouant sur un mécontentement et une nostalgie qu'il encourage, Napoléon, de son île, réussit à retourner l'opinion publique. Elle contribue à susciter le retour du sauveur, même si celui-ci est voué à l'échec. C'est le vol de l'Aigle de clocher en clocher jusque la capitale désertée par la cour du roi. Les scènes de joie décrites dans maints ouvrages reflètent réellement l'état d'esprit d'une partie des Français qui

n'ont que trop goûté aux fastes de la gloire pour se contenter d'une France médiocre. Mais l'Angleterre n'accepte pas ce retour et, une nouvelle fois, soulève l'Europe contre l'Empereur.

Vient alors Waterloo. Loin d'être une fin, cette défaite scelle la naissance du mythe tragique du héros vaincu et contribue à faire perdurer à tout jamais l'image de l'Empereur. Il lui reste à devenir un martyr par la trahison des Anglais auxquels il s'est rendu. *Je viens comme Thémistocle, dira-t-il, m'asseoir sur le foyer du peuple britannique ; je me mets sous la protection de ses lois.*

Abusé par Maitland, capitaine du *Bellérophon*, il ne fait qu'une escale en Angleterre, à Plymouth, où la foule se masse pour le voir, avant d'être conduit à Sainte-Hélène. De son rocher, Napoléon continue à façonner l'opinion. Dans son ultime œuvre, qui sera rédigée par Las Cases et publiée en 1823 sous le titre *Mémorial de Saint Hélène*, il s'abandonne sur lui et son règne. Cet ouvrage finit d'achever ce mythe du martyr. Il y raconte ses souffrances, ses mauvais traitements : « Chaque heure qui passe, dira-t-il, me dépouille de ma peau de tyran ». Dès sa sortie, le *Mémorial* n'a que plus de succès, tant la gloire de l'Empire tranche avec la médiocrité de la France des Bourbons.

La mort de l'Empereur en 1821 finira de consolider le mythe du héros de la République qui, après avoir conquis l'Europe, finit dans la solitude d'un exil lointain. « Un mythe n'est populaire que s'il rappelle à l'homme sa condition de mortel »⁵. « Vivant, Napoléon a marqué le monde, mort il le conquiert » écrira Chateaubriand.

⁴ Surnom donné aux 120.000 conscrits français des classes 1814 et 1815, appelés par le sénatus-consulte du 9 octobre 1813 de l'Impératrice régente Marie-Louise. Ce sénatus-consulte fait suite au courrier envoyé, depuis Dresde, le 27 septembre 1813, par l'Empereur Napoléon Ier durant la campagne de Saxe (Allemagne).

⁵ Jean Tulard. La légende napoléonienne.

Napoléon et la postérité

Lors de la Restauration, les romantiques sont royalistes. Après 1823, ils se rallient à la légende. Le *Mémorial de Sainte-Hélène* a, sans contestation possible, influencé ces hommes qui marqueront le monde littéraire et intellectuel du XIX^e siècle. C'est d'autant plus vrai que, élevés aux acclamations de l'Empereur, certains ont vu leur père servir Napoléon. Vivant, l'Empereur était déjà vénéré. Sa mort lui apporte l'apothéose. Au sens étymologique, l'Empereur devient un Dieu. La monarchie est incapable de résister à cet élan bonapartiste qui connaît sa consécration lorsque Louis-Philippe, roi des Français, organise le rapatriement des Cendres aux Invalides.

Mis à part une courte période après la fin du Second Empire, l'Empereur a toujours suscité sur la population et les hommes d'État une fascination, en temps de crise comme en temps de paix.

Cette légende est d'autant plus forte qu'elle a traversé les frontières et conquis le cœur des anciens alliés et des anciens ennemis. Cette influence aurait-elle été aussi grande si l'Empereur avait gagné toutes ses batailles, ou le mythe est-il lié au fait que le destin ait rappelé aux yeux du monde sa condition d'homme ?

Conclusion

Napoléon Bonaparte aurait-il pu être l'être d'exception qu'il a été s'il avait vu le jour dans un autre pays, ou dans un autre temps ? Il serait dangereux de considérer les essais sur *ce qui se serait passé si* ... comme vérités premières, voire même comme simple probabilité. Le jeu de la complexité en Histoire, que d'aucuns transposent aujourd'hui dans la théorie du chaos, rend plus qu'hasardeuse toute tentative de supputation. Et s'il fallait, dans le cas présent, qualifier cette complexité il faudrait alors la rechercher à travers une autre notion, celle de l'homme providentiel. De grands personnages ont, de tout temps, traversé

l'Histoire du monde, mais peu d'entre eux ont laissé une trace indélébile et universelle. Car il ne suffit pas, pour passer à la postérité, avoir accompli en bien ou en mal des choses hors du commun. Encore faut-il être revêtu de cette aura d'homme providentiel. Ce qui suppose que soient réunis plusieurs éléments tant internes qu'externes aux personnes. À l'évidence, la personne concernée doit jouir soit de grandes capacités (intellectuelles, de travail, physiques...), soit, pour le moins, d'un grand charisme. Il n'est pas nécessaire qu'il soit en avance sur son temps, mais il doit avoir pris conscience de toutes les avancées et tous les développements que lui permet le monde dans lequel il évolue. Une autre caractéristique commune à chacune de ces personnes est la constitution, de leur vivant, d'une véritable légende, la plus part du temps voulue et façonnée par un outil de propagande à la mesure de leurs ambitions. Enfin, s'avère nécessaire la transformation de cette légende en mythe à leur mort. C'est ce dernier qui les rend aujourd'hui immortel à nos yeux. À ces capacités personnelles doivent impérativement s'associer des événements extérieurs rendant aléatoires la mythification. Encore faut-il, en effet, que le Temps lui-même permette l'ascension. C'est une époque de crise ou de troubles profonds qui fournit le meilleur terreau. Le soutien apporté alors par le peuple, ou une partie de la population, est ici capital. Et c'est souvent à l'appel du peuple, exprimé directement ou indirectement, voire même supposé, que se fondent les légitimités. À l'heure où certains médias déforment la réalité historique et tendent à construire de nouveaux mythes, il serait bon de tirer les leçons de ce qui précède. Car si de l'Histoire il paraît difficile de tirer des lois immuables, il ne faut pas pour autant dénier toute valeur prospective à cette science particulière.

Announcement

Dear Friends

there are already plans on the way to organize a Napoleon Congress 2024 in Austria in the capital of Burgenland Eisenstadt. First contacts have shown interest of the Esterhazy Privat Foundation and the Government of Burgenland. The time of June 30 to July 3 is planned.

Chers amis

il est déjà prévu d'organiser un Congrès Napoléon 2024 en Autriche dans la capitale du Burgenland Eisenstadt. Les premiers contacts ont montré l'intérêt de la Fondation Esterhazy Privé et du Gouvernement du Burgenland. La date du 30 juin au 3 juillet est prévue.



The 1809 International Research Society

Organizing Committee:

Ferdi Irmfried Wöber
Honorary Secretary.
Responsible for International Communication.

Contact: ferdi.woeber@ddp.at

Please send Your article to the address mentioned above.

© Die Autoren sind für ihre Artikel und Bilder inhaltlich selbst verantwortlich.

© The authors are responsible for the contents of their articles and pictures.

© Les auteurs sont responsables de leurs articles et images eux-mêmes.

Notizie da Italia Nord:

Programma
luglio-settembre 2020
Villesse (GO), venerdì

24 luglio 2020

Il Monumento al
Passaggio dell'Isonzo,
1797

Ore 20,30 Presso Sala
Civica di Palazzo
Gheriach, via Roma
n.6, 34070
Villesse (GO)

Presentazione del
progetto per la
realizzazione del
monumento al
passaggio dell'Isonzo
del 1797, nel corso
dell'assemblea della
Associazione I Blandins

In collaborazione tra
la Delegazione Nord
Est Italia del Le
Souvenir Napoléonien
e l'associazione
I Blandins di Villesse

15 agosto 2020

251° Compleanno
dell'Imperatore
Ovunque voi siate, non
dimenticate di
festeggiare!
Palmanova (UD)

sabato-domenica 6-7
settembre 2020

Rievocazione storica
multiepoca
organizzata dal
Comune di Palmanova

La partecipazione della
Delegazione e il
programma delle
giornate sono in
corso di definizione.
Maggiori informazioni
saranno fornite appena
disponibili

In tutti gli eventi sarà
necessario ottemperare
alle disposizioni
previste
dalla normativa per
l'emergenza Covid 19

Per esigenze ed
informazioni durante le
giornate degli eventi,
tel. dott.
Paolo Foramitti: 349
6398724 o 0432
511636